

Documents sur la monnaie

Note de Lutte de classe.

Les onze documents que j'ai reproduits et reformatés qui se trouvent ici ne sont sans doute pas les meilleurs. Je les ai trouvés rapidement sur Internet, ils donnent des informations permettant de mieux comprendre comment fonctionne l'économie capitaliste sans trop entrer dans des détails techniques inabornables au plus grand nombre. Si *Le Capital* de K. Marx demeure la référence pour ceux qui veulent étudier les lois internes du fonctionnement du capitalisme qui n'ont pas changées de nature, par contre on n'y trouvera pas expliquer les derniers mécanismes imaginés et mis en œuvre par les capitalistes.

Bien entendu, les analyses qui accompagnent ces articles ne sont pas à prendre à la lettre, loin de là, ne demandez pas à leurs auteurs de se comporter en marxiste, pas un seul n'est capable de remettre fondamentalement en cause les bases du capitalisme, cependant leurs critiques du fonctionnement d'un des aspects du capitalisme, la monnaie, permet de comprendre (et d'expliquer) que ce système économique repose sur le vol légal et organisé par les classes dominantes, qu'évidemment rien ne peut justifier du point de vue des intérêts du prolétariat.

Pour écrire un article sérieux, cohérent et clair rassemblant toutes les données fournies ici et qui sont encore largement insuffisantes, je devrais arrêter toutes mes autres activités et ne me consacrer qu'à cela pendant une semaine ou davantage, ce à quoi je me refuse. Pour bien faire, il faudrait se fournir, lire et étudier les principaux ouvrages économiques parus au cours des dernières années ou décennies et je n'en ai pas ni les moyens ni le temps. A plusieurs reprises, je me suis adressé aux camarades qui se connectent régulièrement sur le site pour leur demander d'y collaborer à leur convenance, par exemple en rédigeant ce genre d'article, pas un seul ne m'a répondu, dont acte.

Maintenant, si je n'ai pas tout simplement reproduit des articles économiques provenant de partis politiques, c'était uniquement parce qu'ils étaient forts incomplets, ce qui ne nous aurait pas avancé à grand chose et induit en erreur, alors que dans le cas des textes figurant ici, certes ils sont loin d'être parfaits, mais au moins les choses sont claires, car le principal facteur qu'ils oublient pratiquement systématiquement n'est rien d'autre que la lutte des classes, donc c'est très facile de le repérer, le second est le lien entre la production et l'économie qu'elle soit spéculative ou dite réelle, et les conséquences de l'une sur l'autre qu'entraînent les différentes options adoptées.

La Monnaie

Peut on agir sur la sphère monétaire pour agir sur la sphère réelle ? [3]

Il y a trois approches dans les courants économiques :

- Pour les néoclassiques, la monnaie est un voile et les phénomènes monétaires n'ont aucun effet sur les phénomènes réels (production, demande, emploi...)
- Pour les keynésiens, les sphères monétaires et réelles sont interdépendantes. L'État doit intervenir sur les phénomènes monétaires pour corriger les déséquilibres réels
- Pour les monétaristes (dont Milton Friedman) la sphère monétaire doit refléter la sphère réelle et tout désajustement est source de déséquilibre

L'action sur le système monétaire financier

- permet de résorber les déséquilibres réels (par l'inflation et l'endettement)
 - La création monétaire et l'endettement favorisent la demande, la consommation des ménages, les dépenses de l'Etat et les investissements des entreprises (cf trente glorieuses)
 - Une inflation modérée facilite la croissance économique en allégeant les charges des emprunteurs (en diminuant la valeur de la monnaie) et facilite le consensus social (en permettant des augmentations de salaire)
 - les interventions semblent pouvoir résorber en partie les déséquilibres extérieurs par la baisse des taux de change (dévaluation compétitive) ou la baisse de l'inflation (désinflation compétitive)
- mais ne fait souvent que les reporter et même parfois les aggraver
 - L'inflation et l'endettement provoquent à terme des déséquilibres
 - La dévaluation et la désinflation ne sont des solutions qu'à court terme et peuvent même accentuer les déséquilibres à long terme
 - La forte financiarisation de l'économie incite les entreprises au placement financier plutôt qu'à l'investissement et favorise les raids financiers plutôt que les restructurations

Il semble donc que la monnaie n'a pas de valeur intrinsèque et que toute intervention ne peut être efficace qu'à court terme.

Peut-il exister d'autres possibilités d'action que l'inflation, l'endettement, la déflation ou la dévaluation ? Nous allons présenter ci-dessous l'approche de André-Jacques Holbecq [1] sur deux modes d'actions (non autorisés aujourd'hui) qu'il considère comme n'ayant pas les conséquences négatives réduisant à néant l'efficacité des corrections comme c'est le cas dans les exemples précédant : la création de monnaie ajustée à la production totale sans passer par l'emprunt et l'augmentation du taux de rotation de la monnaie par une "monnaie franche" qui perd de sa valeur au cours du temps

Influence sur l'économie des intérêts sur la monnaie

Les banques créent du crédit qui coûte des intérêts (pour ceux qui ont besoin d'argent) ou de l'épargne qui rapporte des intérêts (pour ceux qui en ont) mais il n'y a pas de rapport entre les deux (il n'est pas nécessaire que les sommes épargnées couvrent les crédits qui sont créés ex-nihilo par les banques)

- Le système bancaire dans son ensemble crée donc ex-nihilo de la monnaie payante
- Mais si le système bancaire crée l'argent des prêts, il ne crée pas l'argent des intérêts qui est prélevé de la sphère économique vers la sphère financière
- voir "[l'île aux naufragés](#)" par Louis Even à propos de l'influence de l'intérêt sur la monnaie

Les flux financiers dans la sphère financière

L'argent est devenu une marchandise qui se vend et s'achète (indépendamment des autres échanges commerciaux). Les flux financiers représentent 1000 milliards d'euros par jour

- Les échanges commerciaux ne représentent que 20 milliards d'euros par jour soit seulement 2% de ce montant (50 fois moins)
- Il faudrait 40 milliards de dollars par an pour éradiquer la faim (800 millions de personnes sous alimentées), permettre l'accès à l'eau potable (1,5 milliards de personnes n'y ont pas accès), loger décemment chacun et combattre les grandes épidémies. Cela représente 0,01 % des flux financiers...

Influence sur l'économie de la masse monétaire en circulation

Production vendue et production totale

Il y a une séparation entre l'économie réelle (la production) et l'économie monétaire (la masse monétaire, les prix). Voir Jean-Baptiste Say (1803) et John Stuart Mill (1848).

- La production totale est égale à la production moyenne par actif par le nombre d'actifs au travail : $PT = q \times Na (1-t)$
 - q : production moyenne par actif au travail ; N : population ; a : pourcentage d'actifs ; t : taux de chômage (en pourcentage des actifs)
- La production vendue est égale à la Masse monétaire par sa vitesse de rotation : $PV = M \times v$ (Irving Fisher 1984)
 - La masse monétaire $M1$ regroupe la monnaie scripturale (billets, pièces, paiements à vue) mais ni les comptes sur livrets, ni les avoirs des banques ni les titres négociables émis par le trésor (elle représentait 2481 milliards de francs en 2000 en France). En Europe, on considère $M3$ qui inclut les dépôts à vue rémunérés (les livrets d'épargne) et les dépôts à terme (par exemple les Sicav). Mais elle fait donc appel à une "monnaie payante" créée ex-nihilo par les banques.
 - La vitesse de rotation est le nombre de circuits que réalise la monnaie en un an. Elle a été de 3,7 en France en 2000.
- Si toute la production est vendue (et que la balance extérieure est nulle), on a $PV = PT$ ou encore $M \times v = q \times Na (1-t)$

Les monétaristes dont Milton Friedman pensent que la monnaie n'a pas d'influence durable sur la production, mais que la quantité de monnaie détermine le niveau général des prix et son taux de croissance détermine le taux d'inflation. Pour cela les monétaristes cherchent à éviter une hausse excessive de la masse monétaire pour éviter l'inflation [3]. Mais une trop faible masse monétaire provoque une augmentation du taux de chômage et donc a un impact sur l'économie réelle. Cela a été constaté en 1979 lors de la mise en place d'une politique monétaire restrictive aux Etats-Unis qui a permis une désinflation avec une augmentation rapide des taux d'intérêts mais aussi du chômage.

Le taux de chômage dépend du manque de masse monétaire

- Si la masse monétaire est trop basse, le chômage augmente car toute la production ne peut être vendue : $PV < PT$
 - les magasins sont pleins mais les porte monnaies sont vides... pour éviter les invendus il faut baisser la production et donc mettre du monde au chômage
 - pour faire en sorte que toute la production soit vendue ($PV = PT$) il faut alors un taux de chômage plus élevé : $t = 1 - (M \times v)/(q \times Na)$
- Si par contre la masse monétaire est trop grande (on a trop fait marcher la "planche à billet"), on crée de l'inflation et les prix augmentent

La monnaie n'est donc pas neutre et doit suivre l'augmentation ou la diminution de la production pour permettre de l'acheter

- La monnaie ne peut être neutre que si elle existe en quantité suffisante pour permettre de réaliser les échanges.

Quelques moyens d'action

La production vendue et la production totale doivent pouvoir s'équilibrer.

Actions sur la production totale ($PT = q \times Na (1-t)$)

Si on laisse la production totale s'ajuster sans changer la production vendue

- Si la production totale est trop faible, la production vendue ne peut être supérieure à la production totale.
On a alors de l'inflation (masse monétaire trop importante)
- Si la production totale est trop forte, on a deux possibilités :
 - une augmentation sans fin du chômage (cette augmentation fait baisser la production totale mais la masse monétaire utile pour les échanges économiques diminue toujours du fait des intérêts monétaires et donc la production vendue continue de baisser nécessitant de nouvelles baisses de la production totale par l'augmentation du taux de chômage)
 - une inflation des prix (Si on veut garder bas le taux de chômage, la production totale reste forte. Il faut compenser le manque à gagner de la production non vendue par une augmentation des prix)

On peut difficilement jouer sur les autres facteurs en baissant la productivité (...) ou en diminuant le nombre d'actifs (en augmentant par exemple la somme des retraites à payer...)

Actions sur la production vendue ($PV = M \times v$)

Il y a deux façons de jouer sur la production vendue : la masse monétaire et la vitesse de rotation de la monnaie

Ajustement de la masse monétaire et endettement

Pour être ajustée, la masse monétaire doit prendre en compte :

- La production totale (pour permettre de l'acheter en totalité) qui dépend elle-même du taux de chômage et de la productivité moyenne
 - Il y a cependant un taux de chômage plancher (estimé à 2% par les économistes) et une capacité improductive des équipements inemployés
- La part de la masse monétaire qui est transférée du monde économique à la sphère financière pour payer l'intérêt de la "monnaie payante" produite par le système bancaire

Pour ajuster la masse monétaire il existe deux possibilités traditionnelles

soit l'Etat s'endette et augmente le déficit budgétaire car il doit emprunter au marché. Mais il augmente ainsi les intérêts à payer (en France les intérêts représentaient 256 milliards de francs en 2000 soit la même somme que la masse monétaire manquante pour assurer le plein emploi !)

soit le déficit extérieur augmente permettant à la production achetée (nationale et internationale) d'être supérieure à la production totale.

Les solutions proposées (déficit budgétaire ou extérieur, augmentation du chômage ou inflation) présentent de nombreux inconvénients.

Il existe cependant deux autres solutions à étudier :

La création de monnaie par l'état pour augmenter la masse monétaire sans s'endetter (à condition bien sûr que la planche à billet suive correctement la production totale pour éviter l'inflation)

L'augmentation du taux de rotation de la monnaie pour augmenter la production vendue à masse monétaire égale (théorie de Gesell)

Création de monnaie par l'Etat ou par l'endettement de l'Etat ?

Les Etats ont abdiqués leur droit de créer de la monnaie et doivent "emprunter" au marché. Par ailleurs les taux de change des monnaies ne sont plus influencés que de façon marginale par les échanges économiques, les spéculations financières présentant des montants 50 fois plus importants.

La banque centrale ne peut plus intervenir directement dans la création monétaire qui, pour l'essentiel, résulte de crédits accordés par les banques commerciales à leurs clients. Mais elle peut l'orienter en intervenant sur le marché monétaire : en offrant peu de liquidité aux banques et à des taux d'intérêts élevés, la banque centrale les oblige à limiter leurs prêts à leurs clients et donc à limiter la création monétaire (politique de l'Open Market). La banque centrale fixe donc des objectifs de croissance et intervient quotidiennement sur le marché monétaire mais ne crée pas directement de monnaie qui pourrait équilibrer la production vendue sans endettement (sans passer par les banques).

Par ailleurs les banques interviennent sur M3 (y compris les dépôts à vie et à terme) ne faisant plus de distinction entre la monnaie scripturale et la monnaie payante créée par le système bancaire. Par ailleurs, depuis la seconde moitié des années 80, la multiplication des produits financiers a supprimé la frontière entre la monnaie (ce qui est liquide) et l'épargne (ce qui est immobilisé). A cause de tout cela, les banques centrales ont renoncé peu à peu à leur volonté de contrôler la masse monétaire.

Augmentation du taux de rotation : la "monnaie franche"

Silvio Gesell propose une monnaie franche qui perd de sa valeur en fonction du temps. En fait ce n'est pas une monnaie car il n'y a pas d'intérêt à la thésauriser. L'avantage de l'argent classique par rapport à la marchandise vient du fait que la marchandise perd de sa valeur avec le temps tandis que l'argent conserve la sienne. Dans le cas de la "monnaie franche" l'argent également perd de sa valeur.

- Des coupons perdent 1% de leur valeur à date mensuelle fixe. On compense la perte par un timbre de 1% collé au dos du billet pour qu'il puisse circuler
- Cela permet d'augmenter le taux de rotation de la monnaie d'un facteur 4 à un facteur 8
- Keynes dans "la théorie générale d'emploi, intérêt et argent" (Londres 1936) écrit : "le futur apprendrait plus de l'esprit de Gesell que celui de Marx"

Une association "franchiste" se créa en Allemagne en 1919. Il y a eu 20 cas d'utilisation dont trois en France (Lignièrès en Berry en 1956, Marance en 1957-58...) mais aussi Schwanenkirchen (Allemagne 1930-31), Wörgl (Autriche 1932-33) ou Porto Alegre (Bresil 1958). Dans tous ces cas, ils ont permis des grandes métamorphoses alors que sévissait de graves crises économiques.

Les expériences ont été interdites par les banques ou les Etats...

[1] source André-Jacques Holbecq "un regard citoyen sur l'économie" éditions Yves Michel - site de recherche et de travail collectif : <http://www.societalism.org/tiki/>

[2] Silvio Gesell, "l'ordre économique naturel" éditions Uromant, Bruxelles 1918

[3] D Chamblay, M Montoussé, G Renouard "50 fiches pour comprendre les débats économiques actuels" Ed Bréal 2ème édition 1999

(source : <http://www.cornu.eu.org/>)

Mise en branle de la planche à billets aux Etats-Unis

Le 12.02.2008

Mondialisation.ca, le 7 février 2008

The Privateer no 594/Horizons et débats

Dans son article, William Buckler décrit les mécanismes fondamentaux du système économique mondial. Ce système permet à une petite élite financière de privatiser des bénéfices astronomiques alors que les pertes sont «socialisées» et doivent donc être assumées par la collectivité. Les mesures visant à résoudre la crise du crédit (programme conjoncturel, facilités fiscales, accroissement de la masse monétaire, octroi de fonds, transformation en monnaie de pertes et de défaillances bancaires par les banques centrales) servent surtout à préserver les grandes banques, les assureurs de risques et les hedge fonds des conséquences de leurs affaires frisant l'escroquerie. Les citoyens en paient la facture sous la forme d'une inflation galopante, qui provoque une nouvelle répartition gigantesque du patrimoine entre pauvres et riches. Dépourvue de valeur, la monnaie de papier afflue chez les citoyens, les valeurs réelles se concentrant dans les banques d'affaires et les hedge fonds. On cherche à protéger un secteur financier complètement séparé de l'économie réelle. Depuis longtemps, l'obligation s'impose de revenir à une économie honnête et de protéger une classe moyenne saine et productive d'un capitalisme prédateur, qui menace de détruire les bases vitales de l'humanité ainsi que l'Etat de droit. Fait réjouissant, les signes s'accumulent que de nombreux pays d'Asie, mais aussi d'Europe, sont de moins en moins disposés à croire aux promesses du secteur financier mondial et cherchent à se distancer de son système d'exploitation.

Les prix à la consommation montent dans le monde entier. Si la vitesse de la hausse diverge d'un pays à l'autre, la montée est en soi universelle. A l'avenir, les prix s'élèveront encore bien davantage.

Sauvegarde du savoir par l'emploi de notions appropriées.

A l'origine de ces événements mondiaux futurs figure un attrape-nigaud conçu en 1936 par Lord Keynes, qui a fait passer la notion d'inflation de l'accroissement de la masse monétaire en circulation aux prix.

Selon Keynes, il n'y aurait pas d'inflation si les prix ne montaient pas. Il n'y aurait inflation que si l'on constate que les prix des biens, exprimés en monnaie, s'élèvent. Cette astuce a fait passer l'attention de la cause économique au symptôme. L'attention a été détournée de l'accroissement de la masse monétaire, qui est partout et toujours la cause réelle de la hausse des prix exprimée en monnaie. Depuis plus de trois générations, les gouvernements et les banques centrales ont accru la masse monétaire en circulation et ont tenté en vain, simultanément, d'entraver les effets économiques de l'inflation qu'ils ont suscitée. Ils ont institué des contrôles de prix, des rationnements, des réglementations supplémentaires, des majorations d'impôts et même des subventions pour faire baisser quelques prix élevés. Constatant l'inanité de ces efforts, ils se sont mis à falsifier les comptes en passant sous silence toutes les hausses de prix désagréables.

Il va de soi que l'on ne peut modifier un effet qu'en changeant sa cause. Telle est la base de la première loi de causalité – la loi de la cause et de l'effet. Si l'on ne veut pas que les prix exprimés en monnaie s'élèvent, il faut surtout éviter que la masse monétaire augmente.

La seule définition valable de l'inflation est l'accroissement de la masse monétaire. La déflation est une diminution de la masse monétaire. C'est aussi simple que cela.

Théorie et histoire de la monnaie stable de Ludwig von Mises

«Il n'est pas possible de comprendre l'idée de la monnaie stable sans reconnaître qu'elle a été créée comme protection des libertés individuelles contre les empiétements de gouvernements despotiques. Idéologiquement, elle fait partie des mêmes catégories que les constitutions et les déclarations des droits de l'homme.

Le besoin de garanties constitutionnelles et de déclarations de droits de l'homme a été une réaction contre l'arbitraire et le mépris de vieilles coutumes auxquels se sont livrés les rois. Initialement, l'exigence d'une monnaie stable est une réponse à la pratique de certains princes tendant à dévaluer leur monnaie. Cette exigence a été minutieusement élaborée et perfectionnée à une époque à laquelle les expériences faites avec la monnaie continentale américaine, avec le papier-monnaie de la révolution française et avec les limitations britanniques d'importations nous ont appris ce qu'un gouvernement peut faire subir au système monétaire d'une nation.» Cette réaction a suscité le siècle des lumières et ... le régime classique de l'étalon-or.

Le régime classique de l'étalon-or

Le principal atout du régime classique de l'étalon-or est qu'il retire le pouvoir d'achat de la monnaie du contrôle du gouvernement, des banques et de la banque centrale. Ce régime forme une partie essentielle de l'ensemble du concept de limitation de la puissance gouvernementale. Dans la constitution des Etats-Unis par exemple, toute compétence du gouvernement fédéral est mentionnée explicitement, le nombre de ces compétences étant donc limité. Par ailleurs, le gouvernement n'a aucune compétence. S'il agit en dehors des compétences qui lui ont été réservées, il viole la constitution. En dehors des compétences de la puissance gouvernementale limitée, le régime classique de l'étalon-or est le moyen économique réel par lequel toute personne vivante – homme, femme ou enfant – tient en mains son propre pouvoir d'achat sous la forme de monnaies d'or, hors d'atteinte de tout gouvernement.

Nature politique des pièces d'or.

Les pièces d'or sont anonymes. Tout ce qu'elles contiennent, c'est la frappe, sur les deux côtés, qui indique leur qualité, leur pureté et leur quantité d'or d'après son poids. Seuls ces éléments permettent aux deux parties procédant à l'échange d'une pièce d'or de préserver leur sphère privée économique. Cette sphère privée n'est pas assurée par une «monnaie» de papier qu'imprime un gouvernement. Tous les billets de banque s'identifient par leur numéro de série.

L'échange est une condition de la liberté. Moyen d'échange, la pièce d'or garantit la liberté de l'individu. Lord Acton a caractérisé clairement la valeur de la liberté : «La liberté n'est pas le moyen de parvenir à un objectif politique. Elle est elle-même le but politique suprême.» Ludwig von Mises décrit élégamment le point principal du libéralisme classique : «Le concept de libéralisme commence par la liberté de l'individu. Il s'oppose à la domination de quelques personnes sur d'autres; il ne connaît ni peuples dominateurs, ni peuples vassaux et ne distingue pas non plus, dans le pays, les maîtres et les serviteurs.» La monnaie sous forme de pièces d'or assure une telle situation.

Le contraire de la liberté et de la monnaie d'or

C'est la philosophie de Benito Mussolini : «Tout pour l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat.»

En fait, Mussolini était un homme particulièrement intelligent, abstraction faite de ses excès opérationnels. Il précisait sa politique par l'expression de «l'Etat total.» Mussolini était donc le père de la notion connue ultérieurement sous le nom de totalitarisme. Il n'en faisait pas un secret dans ses discours : «Où le libéralisme classique parle d'individualisme, le fascisme parle de pouvoir gouvernemental.» A la suite de cette déclaration, les libertés individuelles ont disparu d'Italie après son accession au pouvoir, car la liberté individuelle implique de pouvoir vivre sans quelque contrainte que ce soit exercée par le gouvernement. La notion de liberté sociale n'étend celle de liberté individuelle qu'en excluant la contrainte par rapport à toutes les autres personnes et non seulement par rapport à l'Etat. S'il ne reste plus que l'Etat, aussi bien la liberté individuelle que la liberté sociale disparaissent. La manière la plus grossière d'y parvenir consiste, pour un gouvernement, à obliger les citoyens à accepter, par des lois monétaires adoptées à cette fin, n'importe quels bouts de papiers couverts de chiffres et nommés «monnaie». Par la suite, ce gouvernement s'emparera de la propriété privée du peuple et aura le toupet d'affirmer que le peuple aura non seulement été payé par cette «monnaie», mais qu'il aura perçu un revenu qu'il convient de taxer.

Thomas Paine l'a compris le mieux : «Il y a deux catégories d'hommes. Ceux qui payent des impôts et ceux qui en vivent.» John Bright, rendu célèbre par la ligue britannique contre la loi sur les grains, a toujours prétendu qu'il s'agissait de la lutte entre les contribuables et ceux qui vivent de la perception d'impôts.

Dans trois livres, à savoir «Geldtheorie und Konjunkturtheorie» [Théories monétaire et conjoncturelle], «Preise und Produktion» [Prix et production] et «Monetärer Nationalismus und internationale Stabilität» [Nationalisme

monétaire et stabilité internationale], Friedrich von Hayek s'est penché sur la question il y a plus d'un demi-siècle. Il a aussi consacré son ouvrage immortel intitulé «Der Weg zur Knechtschaft» [La voie de la servitude] à la direction politique que nous suivons. Actuellement, la plupart des Etats souffrent d'une hausse rapide des prix à la consommation et d'une récession simultanée, voire d'une dépression. Il faut attribuer cette évolution au fait que les connaissances économiques et politiques susmentionnées ont été ignorées pendant des années. Elles ne sauraient être ignorées davantage.

Le cycle conjoncturel

Le cycle conjoncturel qui se répète a été découvert vers la fin du XVIIIe siècle dans l'Angleterre qui commençait son industrialisation. On a constaté alors que l'économie productive réelle passait, à intervalles irréguliers, par des phases d'essor, puis de déclin. Des observateurs de l'époque se sont demandés quelles en étaient les causes. L'école monétaire britannique, dirigée par Lord Overstone, a trouvé la réponse.

Elle a constaté qu'un essor conjoncturel était toujours précédé de nouveaux octrois de crédits par les banques, qui pénétraient dans le système financier sous la forme de nouveaux moyens de paiement, monnaie supplémentaire empruntée. Effectivement, un accroissement du crédit dans le système bancaire a toujours précédé un essor conjoncturel. Aujourd'hui, nous dirions que le cycle du crédit précède toujours le cycle conjoncturel et se développe parallèlement, jusqu'à ce qu'il se réduise quelque peu et que les nouveaux octrois de crédits se réduisent. Avec un léger retard, le cycle conjoncturel s'affaiblit alors aussi. Puis l'économie générale entame une récession ou se trouve déjà en récession.

La signification des prix, du crédit et des taux d'intérêt

La notion de crédit est facile à comprendre. La définition en est «biens actuels contre biens futurs». Le preneur de crédit peut obtenir des biens disponibles actuellement après s'être procuré l'argent qui lui permettra de les acheter. Après quoi il sera tenu de rembourser le crédit du bailleur de fonds avec ses propres biens à une date future que l'on aura convenue. A ce point, les taux d'intérêt entrent en jeu. Conformément à l'expérience humaine, une pomme que les hommes sont disposés à acheter aujourd'hui contre de l'argent sera évaluée à un niveau supérieur à celui d'une pomme à l'avenir, dans un an par exemple. Il en résulte que la pomme future a une valeur inférieure. Cette déduction est le taux d'intérêt.

Si, par exemple, des pommes devant être vendues sont évaluées à 100 unités monétaires et que les gens sont disposés à payer 100 unités par pomme, l'évaluation des pommes et leur prix coïncident. La situation est différente lorsque la pomme doit être livrée dans un an. Cette pomme future sera peut-être évaluée à 90 unités. La déduction relative à la livraison future se monte à 10 unités monétaires. Le même principe s'applique au passage de pommes à de l'argent. Les gens attribuent à l'argent futur une valeur inférieure à l'argent qu'ils ont en mains, car ils ne peuvent pas dépenser l'argent futur aujourd'hui. Pour tout argent futur, on procède donc à une déduction comme pour les pommes futures. Les prix exprimés en argent sont toujours le rapport par lequel de l'argent est échangé contre des biens actuels. Sept unités monétaires s'échangent contre le bien A, sept mille contre le bien B, etc. Une autre condition de l'échange de marchandises contre de l'argent est que l'acheteur attache davantage de valeur au bien qu'à la somme d'argent qu'il remet et que le vendeur attache davantage de valeur à l'argent qu'il reçoit qu'au bien qu'il remet à l'acheteur.

A défaut, il n'y aura ni vente ni échange. L'acheteur potentiel considérerait le prix comme trop haut et différerait l'achat, alors que le vendeur considérerait la somme d'argent comme trop faible et différerait la vente. En fait, c'est la différence entre l'évaluation de l'acheteur et celle du vendeur qui provoque l'échange. Il en va de même de l'échange d'argent actuel et d'argent futur. Si l'exemple de la déduction future de 100 à 90 dans le cas de la pomme est reporté dans le domaine de l'argent actuel et futur, il s'exprime sous la forme d'un taux d'intérêt de 11,1% par an. Les preneurs de crédit potentiels pour lesquels 111 unités monétaires dans un an ont moins de valeur que 100 unités aujourd'hui considéreront cela comme l'occasion d'emprunter de l'argent. C'est le truc fondamental des banques. Elles offrent du crédit à un taux inférieur à la déduction future de nombre de preneurs de crédit potentiels.

Quand des banques centrales sujettes aux directives de leur gouvernement prennent le pouvoir, elles peuvent provoquer un accroissement supplémentaire du crédit en mettant des réserves à la disposition des banques. Ce qui permet à celles-ci d'abaisser encore leurs taux d'intérêt et de mettre en marche le cycle du crédit et le cycle conjoncturel. Plus on y procède, plus se rapproche l'effondrement économique. Telle est la situation tragique dans laquelle se trouve le monde.

Un monstre : la machinerie du crédit aux Etats-Unis

Un monstre monétaire hante le monde. Il s'agit d'une énorme production de crédit qui provient des Etats-Unis, en raison des nombreux bailleurs de crédit dans le système financier américain. On peut l'observer en lisant attentivement le rapport sur les flux de fonds au troisième trimestre publié par le Federal Reserve System des Etats-Unis ou Fed [institut d'émission des Etats-Unis]. En passant, la Fed y informe le monde ou la partie du monde qui se donne la peine de lire ce rapport que le crédit total a augmenté, pendant la période examinée, à un rythme annuel de USD 4,99 billions. Or cette génération de crédit de USD 5 billions pratiquement correspond à une croissance annualisée du PIB juste inférieure à USD 14 billions. Si cet accroissement du crédit ayant échappé à tout contrôle était stoppé subitement, le PIB serait réduit à 64,2% de sa valeur nominale actuelle. L'an passé, le crédit bancaire aux Etats-Unis a augmenté de près de 12%. Les prêts accordés au commerce et à l'industrie se sont accrus de presque 21%. Il n'est donc pas surprenant que l'indice des prix à la consommation ait reflété une inflation de 4,3% au mois de novembre. Pendant les onze premiers mois de 2007, les prix des denrées alimentaires et des boissons non alcooliques sont montés de 4,7%. Tel est l'effet de l'inflation, dont certains affirment qu'il s'agit de l'inflation elle-même. Le résultat de cet accroissement du crédit est l'emploi du capital interne des Etats-Unis. C'est ce qui se passe en ce moment précis.

Le prix à payer, en dollars des Etats-Unis

Par rapport à la plupart des monnaies étrangères, le cours du dollar a baissé dramatiquement. Au cours de l'an passé, il est descendu de 12% face à l'euro, de 7% envers le yen, de 8% par rapport à la livre, de 15% face au dollar canadien et de 10% envers le franc suisse. Cette diminution de la valeur internationale du dollar se répercute sur les prix que l'économie des Etats-Unis doit payer pour ses importations. A la fin de 2007, les prix à l'importation étaient montés de 11,4% aux Etats-Unis. Les prix des produits domestiques se sont élevés également. L'an passé, l'indice des prix à la production est monté de 7,2% et a contribué à l'accélération de la hausse des prix à la consommation aux Etats-Unis.

L'or, sentinelle permanente

En USD, le prix de l'or est monté de 31,8% en 2007 ; c'était la hausse annuelle la plus forte depuis 1979 et la septième croissance annuelle consécutive. C'est ici que l'on voit la force de l'or en mains du secteur privé pendant l'inflation et l'expansion du crédit. Au cours du premier jour boursier de 2008, le prix de l'or est monté à USD 860 l'once.

Ce que vous verrez bientôt à la caisse de votre magasin

Prise ici comme synonyme de hausse des prix, l'inflation s'accélère dans le monde entier. L'an passé, le prix du froment s'est élevé de 77%. Celui de la sève de soja a renchéri de 79%, atteignant de nouveau son cours de 1973. Le prix du maïs est monté de 16% en 2007, après une hausse de 80% l'année précédente. Près de 25% de la récolte annuelle de maïs est affectée à la production de biocarburants, de méthanol par exemple. Il en est résulté notamment que le prix des tortillas a doublé à Mexico City, ce qui a provoqué des manifestations de masses.

Pour prouver que les stupidités économiques actuelles sont corrigées par des folies économiques, le gouvernement du Mexique a subventionné immédiatement les producteurs de tortillas afin de maintenir les prix bas. Ce faisant, il a oublié complètement que c'étaient les subventions accordées antérieurement aux producteurs de méthanol et aux paysans producteurs de maïs qui avaient aiguillé environ 25% de la récolte globale de maïs vers la production de carburant. Toutefois, les subventions ont encore une autre conséquence économique : si elles sont financées honnêtement et complètement par le gouvernement, elles provoquent une majoration d'impôts.

Mais si les charges économiques véritables engendrées par les subventions sont «payées» malhonnêtement par une expansion de la masse monétaire et/ou par un nouvel accroissement du crédit – le gouvernement empruntant de l'argent et stimulant l'économie par un déficit budgétaire – les véritables charges n'apparaîtront qu'ultérieurement, lorsque des prix à la consommation encore plus élevés devront être payés à la caisse.

Exprimé en USD, le prix de l'huile lourde est monté de 59% l'an passé. Le prix du mazout s'est élevé de 62%, celui de l'essence de 54% et celui du gaz naturel de 17%. Les Américains payent maintenant ces prix supérieurs et, au moment où l'expansion du crédit aux Etats-Unis a dépassé le stade de l'hystérie, tous ces prix vont certainement encore monter. Comme le revenu de la plupart des Américains n'a pas – et de loin –

augmenté autant, l'effet réel est que les Américains sont plus pauvres qu'auparavant.

Submersion du monde par une vague d'USD

L'expansion interne durable du crédit aux Etats-Unis dirige des flux d'USD dans le reste du monde par le biais du déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements courants, ce dernier atteignant USD 860 milliards par année. Cette évolution se reflète particulièrement dans l'augmentation massive des détentions d'USD de la plupart des autres banques centrales dans le monde. Durant les neuf premiers mois de 2007, les réserves de la Chine ont progressé de 45 % pour atteindre USD 949 milliards. Les réserves russes ont augmenté de 56% l'an passé, à USD 466 milliards. En soi, la masse de ces «réserves» est remarquable. Elle provient du fait que la plupart des autres banques centrales du monde tentent désespérément de juguler l'invasion d'USD qui déferle dans leur système monétaire. Lors de ces opérations, les «réserves» en USD de ces autres banques centrales augmentent presque dans les mêmes proportions. La progression de ces réserves est encore plus remarquable en valeur relative.

Ne regardez pas le niveau, tenez compte des augmentations !

Considérez l'accroissement énorme des «réserves» de ces banques centrales : Chine 45%, Russie 56%, Inde 56%. A l'exception de la zone euro, c'est un phénomène mondial dans toutes les banques centrales du monde que d'accumuler les «réserves» à l'instar des trois pays susmentionnés et à un rythme plus ou moins rapide.

Dans le monde, il faut vous attendre à ce qui suit.

Durant l'année en cours, nous pourrions informer nos abonnés disséminés dans le monde qu'une grande banque centrale ou un groupement de ces banques refuse de continuer à acheter des USD. A ce moment, la valeur de l'USD s'effondrera. Il sera intéressant de considérer ses pirouettes après la première chute. Lors de cet événement, le krach de l'USD renforcera considérablement les doutes mondiaux au sujet de la valeur effective du papier-monnaie non couvert et de la sécurité des placements dans les banques de ces pays et dans leurs institutions financières.

Le chaos règnera alors. Toutes les notions économiques susciteront des doutes et la valeur de la monnaie sera très aléatoire. De plus en plus de gouvernements désespérés tenteront les actions les plus incertaines afin de résoudre les problèmes internes de leur économie. A un certain point, une nation ou un groupement de nations se résoudra à l'inévitable, lorsqu'il sera évident qu'il n'y a pas d'autre option que de retourner à la monnaie réelle stable.

Cela n'aura probablement pas lieu en 2008, mais cela aura lieu – comme cela a toujours eu lieu dans l'histoire.

Source : The Privateer, volume 2008, numéro 594

Publication en français et traduction : Horizons et débats (<http://www.horizons-et-debats.ch/index.php>)

Neuf indices prouvent que la crise est en train de commencer

Communiqué public GEAB N°3 : 15/03/2006

A travers notamment l'analyse de 9 indices développée dans le [GlobalEurope Anticipation Bulletin N°3](#) coordonné par Franck Biancheri, et dont cinq sont présentés dans ce communiqué public, LEAP/E2020 confirme son alerte concernant le déclenchement d'une crise systémique globale pour la fin du mois de Mars 2006. Les évolutions internationales récentes affectant en particulier le fonctionnement du système financier international et les évolutions préoccupantes aux Etats-Unis notamment quant à la fiabilité des statistiques

concernant l'économie américaine (Source [MSN Money](#), 6/03/2006), conduisent en effet notre équipe de recherche à conclure que cette crise systémique globale est déjà en train de commencer.

Tout se joue bien autour de M3...

Comme l'illustre la plupart des 5 indices présentés dans ce communiqué, les dernières semaines ont confirmé le rôle d'indicateur décisif que constitue la décision par la Réserve Fédérale américaine d'arrêter le 23 Mars 2006 la publication de M3 (Sources [Communiqué public LEAP/E2020](#), Février 2006 et [US Federal Reserve](#)). LEAP/E2020 est désormais convaincu que cette décision anticipe une période qui va voir une accélération de fonctionnement de la planche à billets des Etats-Unis, camouflée derrière un discours de maîtrise de l'inflation, aboutissant à un effondrement du Dollar US et une monétarisation de la dette américaine (publique et privée) dont un nombre croissant de spécialistes aux Etats-Unis estiment qu'elle ne pourra jamais être remboursée ([Déclaration de Brian Riedl](#), économiste en chef de l'Heritage Foundation) vu son montant gigantesque en augmentation constante (la dette publique américaine représente désormais plus de 8.000 milliards de Dollars (Source [US National Debt Clock](#)), soit près de 4 fois le budget fédéral 2006 - Source [Budget Explorer](#)). Selon la très conservatrice Heritage Foundation, si l'on intègre les conséquences budgétaires des décisions prises récemment par l'administration Bush concernant la santé et les retraites, la dette réelle est de 42.000 milliards de Dollars, soit 18 fois le budget fédéral, et trois fois et demi le PIB américain de 2005 (Source [Heritage Foundation](#)).

... et de l'Iran

Tout en confirmant le rôle catalyseur de l'ouverture d'une bourse pétrolière en Euro par l'Iran (dont les récentes déclarations iraniennes laissent entendre qu'en cas d'aggravation de la crise les autorités iraniennes [1] pourraient tout simplement décider d'effectuer leurs transactions internationales en Euro, suivant en cela la Syrie (Source [Al Jazeera](#), 14/02/2006) qui a décidé d'adopter cette politique il y a quelques semaines) et/ou d'une attaque américaine et/ou israélienne contre l'Iran qui sera probablement une « attaque surprise » et sans soutien du Conseil de Sécurité de l'ONU [2], l'ampleur de la réaction à la publication du communiqué LEAP/E2020 a mis à jour un malaise profond d'une partie des acteurs du système financier, en particulier des acteurs individuels. L'impact particulièrement important aux Etats-Unis où les réactions se sont focalisées sur la question, centrale à nos yeux désormais, de M3, de la bulle immobilière, des déficits américains et de la réalité des résultats annoncés de l'économie américaine, a conduit LEAP/E2020 à centrer ce deuxième communiqué mensuel public sur cet aspect de la crise systémique globale, d'autant que des éléments particulièrement préoccupants se sont faits jours ces dernières semaines.

La bulle immobilière vient bien d'éclater...

Par ailleurs certaines des prévisions faites par LEAP/E2020 sont déjà devenues réalité comme l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis (baisse de 5% des ventes de maisons neuves en Janvier 2006 par rapport à Janvier 2005, une première depuis 5 ans, et extension à près de 6 mois du stock de maisons à la vente, chiffre le plus élevé depuis 1998 - Source [USA Today](#), 28/02/2006). La fin de la bulle immobilière américaine va progressivement affecter la consommation des ménages américains qui est elle-même dépendante de leur endettement croissant gagé sur leurs biens immobiliers (voir [GlobalEurope Anticipation Bulletin N°2](#), février 2006), parallèlement le ralentissement de l'immobilier va directement affecter la création d'emploi puisque ce secteur a à lui seul fourni 40% des créations d'emplois privés ces cinq dernières années aux Etats-Unis.

... les monnaies et les bourses des pays émergents sont bien les premières touchées par la crise...

Au cours de la semaine du 20 Février 2006, la baisse de la côte de la Couronne islandaise par les agences internationales de notation du fait de l'ampleur des déficits islandais a entraîné une baisse brutale de 10% de cette monnaie suivie de baisses connexes des monnaies brésilienne, sud-africaine, mexicaine et indonésienne (Source [Forex](#), 26/02/2006) du fait des positions spéculatives prises par les opérateurs intervenant sur les monnaies des marchés émergents. La semaine du 6 Mars 2006, c'est au tour des monnaies d'Europe centrale et orientale (Sources : [Warsaw Business Journal](#) et [Budapest Times](#)) d'être brutalement attaquées à cause des craintes que représentent leurs déficits excessifs et des nouvelles politiques (hausses d'intérêts et/ou réduction des liquidités par les banques centrales européenne et japonaise). Enfin depuis le 14 Mars 2006, on assiste à un crash des bourses arabes (Source : [GulfBase](#), 15/03/2006) dont celles d'Arabie saoudite et des Emirats arabes (déjà plus de 15% perdus en vingt-quatre heures et les experts locaux s'attendent à une baisse de 50% à 60% dans les prochaines semaines).

... et la crise de confiance dans l'économie américaine est bien un facteur-clé du déclenchement de crise globale

L'un des éléments laissant penser que la crise est déjà en train de commencer est bien l'extraordinaire impact de l'Alerte LEAP/E2020 de Février 2006, qui constitue en soi un indicateur d'une inquiétude immense à l'échelle mondiale. Selon LEAP/E2020, le système financier international, et en particulier sa base « Dollar » [3], n'est en fait plus fondé que sur deux piliers interconnectés : d'une part la confiance des acteurs dans le système lui-même, et d'autre part les statistiques qui décrivent l'évolution du système. Au titre de ce deuxième pilier, l'impact de l'Alerte LEAP/E2020 au niveau mondial constitue en soi un facteur très important à analyser [4] puisque les dizaines de millions de pages vues, les centaines de milliers de visiteurs individuels sur le site Europe 2020, les traductions spontanées de l'article dans près d'une vingtaine de langues et sa reprise par des centaines de sites, de médias et de blogs dans le monde, et en particulier la popularité de l'analyse aux Etats-Unis même, témoignent d'une inquiétude croissante face à l'évolution du système lui-même. Cet élément est en effet partie intégrante de la crise systémique globale dans un système où le facteur psychologique, la confiance, est devenu central.

Cinq des neuf indices qui témoignent de l'accélération du processus de crise

Voici selon LEAP/E2020, cinq des neuf indices qui prouvent que la crise systémique a déjà commencé :

1. la situation de cessation de paiement du gouvernement américain depuis la mi-Février 2006, car il a atteint le plafond d'endettement autorisé par le congrès. Depuis cette date, le gouvernement américain a cessé d'émettre les « State and Local Government series (SLGS) nonmarketable Treasury Securities », emprunts des collectivités locales américaines, pour continuer à pouvoir émettre les Bons du Trésor US (Source [Goldseek](#)). D'après le ministre des Finances US, John Snow, si à la mi-Mars, le congrès n'a pas voté une hausse du plafond d'endettement de 800 milliards de dollars supplémentaires (soit 10% du plafond actuel de 8 200 milliards de Dollars US, pourtant déjà augmenté deux fois ces 3 dernières années), la cessation de paiement deviendra effective.
2. la démission surprise du N°2 de la Réserve Fédérale, Roger Ferguson, en charge des crises une semaine après la parution de notre alerte de Février, alors qu'il lui restait encore un mandat de 8 ans ([source CJR](#)). Roger Ferguson était celui que les milieux créditaient de la gestion monétaire réussie du 11 Septembre 2001 puisqu'il était aux commandes alors que Greenspan était en Europe ce jour-là. Son opposition aux choix stratégiques du nouveau président de la Réserve Fédérale américaine était de notoriété publique.
3. la décision par la Banque de Chine, principal organisme chinois gérant les réserves de change, d'autoriser ses clients à échanger leurs Dollars US contre de l'or afin notamment de diversifier ses avoirs aujourd'hui principalement en Dollars US (Source [China View, Xinhua](#), 03/03/2006).
4. l'accroissement continu des déficits public et commercial US en 2006 (respectivement \$119 milliards pour Février et \$68,5 milliards pour Janvier) montre qu'il n'y a aucune maîtrise des tendances en cours, et qu'au contraire on constate une accélération des dérives. Le déficit mensuel du budget est le plus élevé jamais enregistré. Le discours dominant à Washington ne cherche même plus à évoquer un redressement, mais se contente d'expliquer que ces déficits sont sans importance car l'économie a changé. C'était également le discours dominant à la veille de l'éclatement de la bulle « Internet », avec la « nouvelle économie » [5]. On sait ce qu'il en a été. A titre d'information, ces cinq dernières années les Etats-Unis ont emprunté au reste du monde plus d'argent que dans toute leur histoire cumulée de 1776 à 2000 (Source [SFGate – San Francisco Chronicle](#), 27/11/2005).
5. les doutes croissants aux Etats-Unis même sur la fiabilité des statistiques économiques américaines (Source [Gillespie Research](#)), qui débouchent sur des analyses indiquant que depuis trois ans le PNB américain est en fait en régression et non pas en croissance (Source [JWSGS February 2006 Edition](#)), et que l'inflation réelle est actuellement entre 6 et 12% aux Etats-Unis (ce qui évidemment a des conséquences directes sur la rentabilité réelle des différents types d'investissements).

L'anticipation est donc bien de circonstance pour tenter de limiter les dégâts

Une crise systémique se répand comme un tsunami progressant à travers l'océan et affectant les différentes côtes avec des délais variables. Quand la vague touche la côte, le tsunami s'est formé depuis déjà un long moment. Et c'est donc en étant informé le plus tôt possible que chacun peut espérer prendre les mesures

nécessaires de sauvegarde. En tout état de cause, pour LEAP/E2020, au vu des neufs indices décrits ci-dessous, il ne fait désormais aucun doute que la crise entre désormais dans sa phase de déclenchement. Le GlobalEurope Anticipation Bulletin N°3 détaille l'ensemble de ces analyses et indique certaines pistes de solution en terme d'aide à la décision pour essayer d'éviter qu'acteurs privés ou publics ne soient pris au dépourvu.

Au vu des tendances très lourdes et convergentes en direction de la crise systémique annoncée, seules des tendances tout aussi puissantes pourraient inverser l'évolution décrite par LEAP/E2020. A ce jour, LEAP/E2020 n'est pas parvenu à identifier la moindre de ces tendances « inverses ». Contrairement à ce qu'on peut lire parfois, « les crises arrivent même si elles ne semblent pas dans l'intérêt collectif » (la première guerre mondiale ou la crise de 1929 en constituent deux bons exemples). Les dirigeants internationaux n'ont plus aucune maîtrise des événements comme le démontre chaque jour la crise iranienne, la guerre civile irakienne, ou l'absence de maîtrise des déficits américains. Il est illusoire de les imaginer en « deus ex machina » résolvant à la dernière minute des problèmes qu'ils ont contribué à développer ces dernières années. Et enfin, en cas de crise, et contrairement à ce qu'il s'est passé ces dernières décennies, le Dollar ne jouera plus le rôle de valeur refuge car la perte de confiance dans les Etats-Unis et leur monnaie (y compris par les Américains eux-mêmes) est justement l'un des facteurs de cette nouvelle crise.

Au-delà des analyses détaillées dans GEAB 3, LEAP/E2020 souhaite donner deux indications claires aux lecteurs de son communiqué public :

. quand une crise systémique globale approche, il est essentiel de diversifier ses avoirs au maximum, car dans l'imprévisibilité de son déroulement, seule cette diversification assure d'éviter de perdre trop. Et c'est là un élément important à garder à l'esprit : dans une crise générale, l'objectif n'est plus de gagner, mais devient de ne pas trop perdre.

. en matière de devises, LEAP/E2020 a pu constater que ses analyses et conseils stratégiques concernant l'Euro ont été lus et commentés largement au plus haut niveau des dirigeants de la zone Euro. Cela renforce notre sentiment que l'Eurozone constitue dans les mois à venir la seule zone monétaire capable de résister correctement à la crise du Dollar. Les décideurs ont pris conscience dans les délais nécessaires des mesures à prendre pour le jour venu.

[1] Source AFP, Vienne – 9 Mars 2006 : L'Iran "n'utilisera pas l'arme du pétrole pour l'instant car nous ne voulons pas la confrontation avec les autres pays. Mais si la situation change, nous serons obligés de changer notre attitude et notre politique", a déclaré à l'AFP Javad Vaïdi, numéro deux du Conseil suprême de la sécurité nationale.

[2] La Russie et la Chine confirment leur opposition aux sanctions économiques et évidemment a fortiori à toute action militaire contre l'Iran (source [AP/Nouvel Observateur](#), 13/03/2006). La coalition CDU/SPD au pouvoir à Berlin exploserait en cas d'un soutien de Berlin à une intervention militaire contre Téhéran. Et en France l'opinion publique étant très majoritairement contre une telle intervention, le gouvernement serait in fine obligé de se démarquer de cette option et ne pourrait pas y participer sauf à ouvrir une crise politique majeure dans le pays. Le temps joue donc actuellement pour Téhéran qui maintient sa menace pétrolière et monétaire (Euro).

[3] Standard & Poor's, l'agence internationale de notation vient d'ailleurs de préciser qu'un effondrement du Dollar face aux monnaies européennes constitue un risque très réel pour l'année 2006. Source [Standard & Poor's European Economist Forecast 2006](#)

[4] Quelques informations factuelles permettent de prendre la mesure de cet impact en un mois, qui a constitué une surprise pour notre équipe elle-même :

. le site Europe 2020 propulsé dans le top 100.000 des sites mondiaux classés par [Alexa.com](#) depuis la parution de l'Alerte

. plus de 10 millions de pages vues sur le site Europe 2020 (source [Alexa.com](#))

un site comme NewEuropeans-Magazine, qui a repris l'Alerte Leap/E2020, nous a confirmé un trafic du même ordre (source [Alexa.com](#))

. Leap/E2020 a identifié des traductions libres sur des sites en plus de 20 langues (dont le Russe, l'Arabe, le

Chinois,)

. une reprise en Anglais ou Français sur des centaines de sites et de blogs

. plus de 4.000 abonnements à la newsletter gratuite Europe 2020, dont près de la moitié venus des Etats-Unis

. des réactions positives à 80% et provenant pour plus des 2/3 de la communauté financière ou d'investisseurs privés, y compris de grandes banques d'investissement.

[5] De 2002 à 2005, l'estimation de la richesse nette des ménages américains s'est accrue de plus de 13.000 milliards de Dollars US soit une augmentation de 33% en trois ans, ce qui surpasse largement le précédent record de 11.000 milliards de Dollars US d'accroissement de cette même « richesse » entre 1997 et 1999 ... à la veille de l'éclatement de la Bulle Internet – Source : [US Federal Reserve – Z1](#)

(source : <http://www.europe2020.org/>)

Un peu d'histoire monétaire...

D'après le livre de Brenda Ralph Lewis

• **Histoire de la monnaie en général**

L'apparition du *troc* survint chez les hommes en même temps que le sédentarisme. Avec ce nouveau mode de vie, les hommes commencent une division du travail qui nécessitait le troc [je produis telle chose et je l'échange contre telle autre chose que je ne sais pas produire]. Au début, les échanges portaient sur le bétail, des peaux de bêtes ou encore de la nourriture. C'est peut-être pourquoi, selon l'étymologie, le mot salaire viendrait du latin *sal* [sel, qui constituait parfois la solde des soldats romains]. Puis des règles strictes concernant l'échange des biens sont mises rapidement au point. Progressivement, on confère une valeur standard à un objet, par rapport aux autres. On pouvait échanger dans certains coins du globe des marchandises grâce au poids en métaux lourds (Mésopotamie), à des briques de thé séché (Tibet) ou même des pommes de terre (île Tristan da Cunha).

La monnaie moderne telle que nous la connaissons aujourd'hui apparaît en Grèce vers l'an 650 avant JC (Lydie). Mais c'étaient des simples pièces d'or et d'argent frappées dans le métal et l'émission de ces monnaies était strictement privée. La première émission de monnaie organisée par un Etat le fut par l'Empire d'Alexandre le Grand. A sa mort, ses généraux se sont partagés son empire, se partageant également le droit de frapper des pièces. Les Romains comme les Byzantins vinrent ensuite et frappèrent un très grand nombre de pièces telles les aureus

- Les *billets* apparaissent presque en même temps que les pièces mais leur utilisation se répandit beaucoup plus lentement. Le tout premier est apparu en Chine en 860 avant JC mais les plus célèbres ne furent imprimés qu'entre 1368 et 1399, c'est-à-dire l'époque où la dynastie Ming régnait sur l'Empire du Milieu. Ces billets-là étaient imprimés sur de l'écorce de mûrier. Mais les premiers billets ne rencontrèrent pas de succès car l'inflation existait déjà et les guerres faisaient perdre toute valeur à ces "chiffons de papier". Les pièces en métaux restaient une valeur sûre par rapport à du vulgaire papier. Un bon demi millénaire après, le premier billet européen fut imprimé à Stockholm en 1661 (appelés alors les dalers). Les billets ne furent imprimés de manière permanente qu'en 1694, date à laquelle la Banque d'Angleterre fut fondée pour financer une guerre. Bien que le principe de ces billets était une reconnaissance de dette anonyme (au porteur) faite par la Banque, ceux-ci circulaient comme moyen de paiement.

La première expérience des billets que connut la France fut celle de la Banque de Law. Law était un

financier écossais installé en France et celui-ci inventa un système financier en 1716. Il crée la Banque Générale et devient ministre des finances. Cette banque était chargée d'avancer à l'Etat les recettes fiscales et en échange, elle percevait les impôts. Son financement se faisait par émission de titres au porteur. Ça marchait d'abord très bien puis les rentrées d'argent devinrent insuffisantes. Law avait investi dans la Compagnie des Indes Occidentales (chargée de l'exploitation des colonies) mais celle-ci s'avère moins rentable que prévu. Le système s'effondre avec une panique en 1720, il n'aura duré que 3 ans.

- **Les billets**

Cette expérience et celle des assignats (émission pendant la Révolution de 1789 de billets gagés sur les biens du Clergé ou des Biens Nationaux mais qui connurent une dépréciation galopante du fait de l'instabilité politique) montrèrent les méfaits (apparents) de l'inflation et provoquèrent un débat récurrent en Grande-Bretagne. Les tenants du *Banking School* s'opposaient aux supporters du *Currency School*. Les premiers défendaient un lien entre l'activité économique et l'émission de monnaie (plus il y a de monnaie en circulation, mieux l'économie se porte) tandis que les tenants du *Currency Principle* (dont l'économiste libéral David Ricardo) exigeaient un lien strict entre l'émission de monnaie et le stock d'or, afin de garantir la valeur de la monnaie. Ce sont ces derniers qui l'emportèrent avec la promulgation de la Peel Act en 1844 qui réglemente strictement le fonctionnement de la Banque d'Angleterre. La Banque ne peut émettre des billets qu'en contrepartie d'un équivalent en or. C'est pourquoi la livre acquit un rayonnement international.

Parallèlement à la stricte émission des monnaies garanties en or, se développe un système monétaire international basé sur l'or. Comme les monnaies sont convertibles en or, pourquoi ne pas échanger les monnaies par rapport à l'or ? Ainsi le système monétaire du 19^e siècle s'est révélé relativement stable, comme le montre la valeur du Franc Germinal qui n'a pas fluctué par rapport à l'or entre avril 1803 et août 1914 (soit plus d'un siècle !).

La Grande Guerre de 1914-1918 remet en question toute cette belle organisation monétaire. Pour financer la guerre, les Etats eurent recours à la planche à billets ainsi qu'au cours forcé des billets. Cela créa la première vague d'inflation moderne. Le système basé sur l'or ne pouvait plus marcher car le montant de l'or ne couvrait même pas le dixième des billets en circulation. Il fallut s'en remettre aux taux de changes fixes. C'est alors que survint la première grande hyperinflation de l'histoire en Allemagne : en janvier 1923, le président du Conseil français, Poincaré fit occuper la Ruhr pour obliger l'Allemagne à payer ses réparations de guerre (l'amende était très salée : 3 ans de PIB allemand!). Pour rembourser la France, les dirigeants allemands laissèrent l'inflation filer : les billets en monnaie de singe remboursaient ainsi la dette. Le mark a ainsi perdu près de 8,5 milliards de fois sa valeur entre 1922 et novembre 1923. Les gens prenaient tellement peur de la monnaie que quand ils recevaient leur salaire du jour, ils partaient aussitôt le dépenser dans les restaurants ou dans la nourriture non périssable, afin de perdre le moins de pouvoir d'achat possible. C'est pourquoi les Allemands d'aujourd'hui ont une peur si bleue de l'inflation. Cela explique leur acharnement à imposer le plus de rigueur possible.

Voilà qui illustre un peu l'hyperinflation que connut l'Allemagne. Le billet de 50.000 Marks a été émis le 9 août 1923 avec une série de billets d'autres valeurs. Il a été ensuite remplacé par une nouvelle série de billets le 22 août 1923 dont le billet vert de 10 millions de marks. Cette série est elle-même remplacée par une nouvelle série pour suivre l'évolution des prix : c'est la série du 1^{er} septembre 1923 (exemple du 500 millions de marks). Bien sûr, la Reichsbank devait imprimer sans cesse de nouveaux billets tous les jours...

(source : <http://www.fortunecity.com/>)

A l'instar d'Hitler, mise en branle de la planche à billets aux Etats-Unis

par William A. M. Buckler , The Privateer, Australie

Accélération de l'inflation dans le monde

Dans son article, William Buckler décrit les mécanismes fondamentaux du système économique mondial. Ce système permet à une petite élite financière de privatiser des bénéfices astronomiques alors que les pertes sont «socialisées» et doivent donc être assumées par la collectivité. Les mesures visant à résoudre la crise du crédit (programme conjoncturel, facilités fiscales, accroissement de la masse monétaire, octroi de fonds, transformation en monnaie de pertes et de défaillances bancaires par les banques centrales) servent surtout à préserver les grandes banques, les assureurs de risques et les hedge fonds des conséquences de leurs affaires frisant l'escroquerie. Les citoyens en paient la facture sous la forme d'une inflation galopante, qui provoque une nouvelle répartition gigantesque du patrimoine entre pauvres et riches. Dépourvue de valeur, la monnaie de papier afflue chez les citoyens, les valeurs réelles se concentrant dans les banques d'affaires et les hedge fonds. On cherche à protéger un secteur financier complètement séparé de l'économie réelle. Depuis longtemps, l'obligation s'impose de revenir à une économie honnête et de protéger une classe moyenne saine et productive d'un capitalisme prédateur, qui menace de détruire les bases vitales de l'humanité ainsi que l'Etat de droit. Fait réjouissant, les signes s'accumulent que de nombreux pays d'Asie, mais aussi d'Europe, sont de moins en moins disposés à croire aux promesses du secteur financier mondial et cherchent à se distancer de son système d'exploitation.

Les prix à la consommation montent dans le monde entier. Si la vitesse de la hausse diverge d'un pays à l'autre, la montée est en soi universelle. A l'avenir, les prix s'élèveront encore bien davantage.

Sauvegarde du savoir par l'emploi de notions appropriées

A l'origine de ces événements mondiaux futurs figure un attrape-nigaud conçu en 1936 par Lord Keynes, qui a fait passer la notion d'inflation de l'accroissement de la masse monétaire en circulation aux prix.

Selon Keynes, il n'y aurait pas d'inflation si les prix ne montaient pas. Il n'y aurait inflation que si l'on constate que les prix des biens, exprimés en monnaie, s'élèvent. Cette astuce a fait passer l'attention de la cause économique au symptôme. L'attention a été détournée de l'accroissement de la masse monétaire, qui est partout et toujours la cause réelle de la hausse des prix exprimée en monnaie. Depuis plus de trois générations, les gouvernements et les banques centrales ont accru la masse monétaire en circulation et ont tenté en vain, simultanément, d'entraver les effets économiques de l'inflation qu'ils ont suscitée. Ils ont institué des contrôles de prix, des rationnements, des réglementations supplémentaires, des majorations d'impôts et même des subventions pour faire baisser quelques prix élevés. Constatant l'inanité de ces efforts, ils se sont mis à falsifier les comptes en passant sous silence toutes les hausses de prix désagréables.

Il va de soi que l'on ne peut modifier un effet qu'en changeant sa cause. Telle est la base de la première loi de causalité – la loi de la cause et de l'effet. Si l'on ne veut pas que les prix exprimés en monnaie s'élèvent, il faut surtout éviter que la masse monétaire augmente.

La seule définition valable de l'inflation est l'accroissement de la masse monétaire. La déflation est une diminution de la masse monétaire. C'est aussi simple que cela.

Théorie et histoire de la monnaie stable de Ludwig von Mises

«Il n'est pas possible de comprendre l'idée de la monnaie stable sans reconnaître qu'elle a été créée comme protection des libertés individuelles contre les empiétements de gouvernements despotiques. Idéologiquement, elle fait partie des mêmes catégories que les constitutions et les déclarations des droits de l'homme.

Le besoin de garanties constitutionnelles et de déclarations de droits de l'homme a été une réaction contre l'arbitraire et le mépris de vieilles coutumes auxquels se sont livrés les rois. Initialement, l'exigence d'une monnaie stable est une réponse à la pratique de certains princes tendant à dévaluer leur monnaie. Cette exigence a été minutieusement élaborée et perfectionnée à une époque à laquelle les expériences faites avec la monnaie continentale américaine, avec le papier-monnaie de la révolution française et avec les limitations

britanniques d'importations nous ont appris ce qu'un gouvernement peut faire subir au système monétaire d'une nation.» Cette réaction a suscité le siècle des lumières et ... le régime classique de l'étalon-or.

Le régime classique de l'étalon-or

Le principal atout du régime classique de l'étalon-or est qu'il retire le pouvoir d'achat de la monnaie du contrôle du gouvernement, des banques et de la banque centrale. Ce régime forme une partie essentielle de l'ensemble du concept de limitation de la puissance gouvernementale. Dans la constitution des Etats-Unis par exemple, toute compétence du gouvernement fédéral est mentionnée explicitement, le nombre de ces compétences étant donc limité. Par ailleurs, le gouvernement n'a aucune compétence. S'il agit en dehors des compétences qui lui ont été réservées, il viole la constitution. En dehors des compétences de la puissance gouvernementale limitée, le régime classique de l'étalon-or est le moyen économique réel par lequel toute personne vivante – homme, femme ou enfant – tient en mains son propre pouvoir d'achat sous la forme de monnaies d'or, hors d'atteinte de tout gouvernement.

Nature politique des pièces d'or

Les pièces d'or sont anonymes. Tout ce qu'elles contiennent, c'est la frappe, sur les deux côtés, qui indique leur qualité, leur pureté et leur quantité d'or d'après son poids. Seuls ces éléments permettent aux deux parties procédant à l'échange d'une pièce d'or de préserver leur sphère privée économique. Cette sphère privée n'est pas assurée par une «monnaie» de papier qu'imprime un gouvernement. Tous les billets de banque s'identifient par leur numéro de série.

L'échange est une condition de la liberté. Moyen d'échange, la pièce d'or garantit la liberté de l'individu. Lord Acton a caractérisé clairement la valeur de la liberté : «La liberté n'est pas le moyen de parvenir à un objectif politique. Elle est elle-même le but politique suprême.» Ludwig von Mises décrit élégamment le point principal du libéralisme classique : «Le concept de libéralisme commence par la liberté de l'individu. Il s'oppose à la domination de quelques personnes sur d'autres; il ne connaît ni peuples dominateurs, ni peuples vassaux et ne distingue pas non plus, dans le pays, les maîtres et les serviteurs.» La monnaie sous forme de pièces d'or assure une telle situation.

Le contraire de la liberté et de la monnaie d'or

C'est la philosophie de Benito Mussolini : «Tout pour l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat.» En fait, Mussolini était un homme particulièrement intelligent, abstraction faite de ses excès opérationnels. Il précisait sa politique par l'expression de «l'Etat total.» Mussolini était donc le père de la notion connue ultérieurement sous le nom de totalitarisme. Il n'en faisait pas un secret dans ses discours : «Où le libéralisme classique parle d'individualisme, le fascisme parle de pouvoir gouvernemental.» A la suite de cette déclaration, les libertés individuelles ont disparu d'Italie après son accession au pouvoir, car la liberté individuelle implique de pouvoir vivre sans quelque contrainte que ce soit exercée par le gouvernement. La notion de liberté sociale n'étend celle de liberté individuelle qu'en excluant la contrainte par rapport à toutes les autres personnes et non seulement par rapport à l'Etat. S'il ne reste plus que l'Etat, aussi bien la liberté individuelle que la liberté sociale disparaissent. La manière la plus grossière d'y parvenir consiste, pour un gouvernement, à obliger les citoyens à accepter, par des lois monétaires adoptées à cette fin, n'importe quels bouts de papiers couverts de chiffres et nommés «monnaie». Par la suite, ce gouvernement s'emparera de la propriété privée du peuple et aura le toupet d'affirmer que le peuple aura non seulement été payé par cette «monnaie», mais qu'il aura perçu un revenu qu'il convient de taxer.

Thomas Paine l'a compris le mieux : «Il y a deux catégories d'hommes. Ceux qui payent des impôts et ceux qui en vivent.» John Bright, rendu célèbre par la ligue britannique contre la loi sur les grains, a toujours prétendu qu'il s'agissait de la lutte entre les contribuables et ceux qui vivent de la perception d'impôts. Dans trois livres, à savoir «Geldtheorie und Konjunkturtheorie» [Théories monétaire et conjoncturelle], «Preise und Produktion» [Prix et production] et «Monetärer Nationalismus und internationale Stabilität» [Nationalisme monétaire et stabilité internationale], Friedrich von Hayek s'est penché sur la question il y a plus d'un demi-siècle. Il a aussi consacré son ouvrage immortel intitulé «Der Weg zur Knechtschaft» [La voie de la servitude] à la direction politique que nous suivons. Actuellement, la plupart des Etats souffrent d'une hausse rapide des prix à la consommation et d'une récession simultanée, voire d'une dépression. Il faut attribuer cette évolution au fait que les connaissances économiques et politiques susmentionnées ont été ignorées pendant des années. Elles ne sauraient être ignorées davantage.

Le cycle conjoncturel

Le cycle conjoncturel qui se répète a été découvert vers la fin du XVIIIe siècle dans l'Angleterre qui commençait son industrialisation. On a constaté alors que l'économie productive réelle passait, à intervalles irréguliers, par des phases d'essor, puis de déclin. Des observateurs de l'époque se sont demandés quelles en étaient les causes. L'école monétaire britannique, dirigée par Lord Overstone, a trouvé la réponse.

Elle a constaté qu'un essor conjoncturel était toujours précédé de nouveaux octrois de crédits par les banques, qui pénétraient dans le système financier sous la forme de nouveaux moyens de paiement, monnaie supplémentaire empruntée. Effectivement, un accroissement du crédit dans le système bancaire a toujours précédé un essor conjoncturel. Aujourd'hui, nous dirions que le cycle du crédit précède toujours le cycle conjoncturel et se développe parallèlement, jusqu'à ce qu'il se réduise quelque peu et que les nouveaux octrois de crédits se réduisent. Avec un léger retard, le cycle conjoncturel s'affaiblit alors aussi. Puis l'économie générale entame une récession ou se trouve déjà en récession.

La signification des prix, du crédit et des taux d'intérêt

La notion de crédit est facile à comprendre. La définition en est «biens actuels contre biens futurs». Le preneur de crédit peut obtenir des biens disponibles actuellement après s'être procuré l'argent qui lui permettra de les acheter. Après quoi il sera tenu de rembourser le crédit du bailleur de fonds avec ses propres biens à une date future que l'on aura convenue. A ce point, les taux d'intérêt entrent en jeu. Conformément à l'expérience humaine, une pomme que les hommes sont disposés à acheter aujourd'hui contre de l'argent sera évaluée à un niveau supérieur à celui d'une pomme à l'avenir, dans un an par exemple. Il en résulte que la pomme future a une valeur inférieure. Cette déduction est le taux d'intérêt.

Si, par exemple, des pommes devant être vendues sont évaluées à 100 unités monétaires et que les gens sont disposés à payer 100 unités par pomme, l'évaluation des pommes et leur prix coïncident. La situation est différente lorsque la pomme doit être livrée dans un an. Cette pomme future sera peut-être évaluée à 90 unités. La déduction relative à la livraison future se monte à 10 unités monétaires. Le même principe s'applique au passage de pommes à de l'argent. Les gens attribuent à l'argent futur une valeur inférieure à l'argent qu'ils ont en mains, car ils ne peuvent pas dépenser l'argent futur aujourd'hui. Pour tout argent futur, on procède donc à une déduction comme pour les pommes futures. Les prix exprimés en argent sont toujours le rapport par lequel de l'argent est échangé contre des biens actuels. Sept unités monétaires s'échangent contre le bien A, sept mille contre le bien B, etc. Une autre condition de l'échange de marchandises contre de l'argent est que l'acheteur attache davantage de valeur au bien qu'à la somme d'argent qu'il remet et que le vendeur attache davantage de valeur à l'argent qu'il reçoit qu'au bien qu'il remet à l'acheteur.

A défaut, il n'y aura ni vente ni échange. L'acheteur potentiel considérerait le prix comme trop haut et différerait l'achat, alors que le vendeur considérerait la somme d'argent comme trop faible et différerait la vente. En fait, c'est la différence entre l'évaluation de l'acheteur et celle du vendeur qui provoque l'échange. Il en va de même de l'échange d'argent actuel et d'argent futur. Si l'exemple de la déduction future de 100 à 90 dans le cas de la pomme est reporté dans le domaine de l'argent actuel et futur, il s'exprime sous la forme d'un taux d'intérêt de 11,1% par an. Les preneurs de crédit potentiels pour lesquels 111 unités monétaires dans un an ont moins de valeur que 100 unités aujourd'hui considéreront cela comme l'occasion d'emprunter de l'argent. C'est le truc fondamental des banques. Elles offrent du crédit à un taux inférieur à la déduction future de nombre de preneurs de crédit potentiels.

Quand des banques centrales sujettes aux directives de leur gouvernement prennent le pouvoir, elles peuvent provoquer un accroissement supplémentaire du crédit en mettant des réserves à la disposition des banques. Ce qui permet à celles-ci d'abaisser encore leurs taux d'intérêt et de mettre en marche le cycle du crédit et le cycle conjoncturel. Plus on y procède, plus se rapproche l'effondrement économique. Telle est la situation tragique dans laquelle se trouve le monde.

Un monstre : la machinerie du crédit aux Etats-Unis

Un monstre monétaire hante le monde. Il s'agit d'une énorme production de crédit qui provient des Etats-Unis, en raison des nombreux bailleurs de crédit dans le système financier américain. On peut l'observer en lisant attentivement le rapport sur les flux de fonds au troisième trimestre publié par le Federal Reserve System des Etats-Unis ou Fed [institut d'émission des Etats-Unis]. En passant, la Fed y informe le monde ou la partie du monde qui se donne la peine de lire ce rapport que le crédit total a augmenté, pendant la période examinée, à

un rythme annuel de USD 4,99 billions. Or cette génération de crédit de USD 5 billions pratiquement correspond à une croissance annualisée du PIB juste inférieure à USD 14 billions. Si cet accroissement du crédit ayant échappé à tout contrôle était stoppé subitement, le PIB serait réduit à 64,2% de sa valeur nominale actuelle. L'an passé, le crédit bancaire aux Etats-Unis a augmenté de près de 12%. Les prêts accordés au commerce et à l'industrie se sont accrus de presque 21%. Il n'est donc pas surprenant que l'indice des prix à la consommation ait reflété une inflation de 4,3% au mois de novembre. Pendant les onze premiers mois de 2007, les prix des denrées alimentaires et des boissons non alcooliques sont montés de 4,7%. Tel est l'effet de l'inflation, dont certains affirment qu'il s'agit de l'inflation elle-même. Le résultat de cet accroissement du crédit est l'emploi du capital interne des Etats-Unis. C'est ce qui se passe en ce moment précis.

Le prix à payer, en dollars des Etats-Unis

Par rapport à la plupart des monnaies étrangères, le cours du dollar a baissé dramatiquement. Au cours de l'an passé, il est descendu de 12% face à l'euro, de 7% envers le yen, de 8% par rapport à la livre, de 15% face au dollar canadien et de 10% envers le franc suisse. Cette diminution de la valeur internationale du dollar se répercute sur les prix que l'économie des Etats-Unis doit payer pour ses importations. A la fin de 2007, les prix à l'importation étaient montés de 11,4% aux Etats-Unis. Les prix des produits domestiques se sont élevés également. L'an passé, l'indice des prix à la production est monté de 7,2% et a contribué à l'accélération de la hausse des prix à la consommation aux Etats-Unis.

L'or, sentinelle permanente

En USD, le prix de l'or est monté de 31,8% en 2007; c'était la hausse annuelle la plus forte depuis 1979 et la septième croissance annuelle consécutive. C'est ici que l'on voit la force de l'or en mains du secteur privé pendant l'inflation et l'expansion du crédit. Au cours du premier jour boursier de 2008, le prix de l'or est monté à USD 860 l'once.

Ce que vous verrez bientôt à la caisse de votre magasin

Prise ici comme synonyme de hausse des prix, l'inflation s'accélère dans le monde entier. L'an passé, le prix du froment s'est élevé de 77%. Celui de la sève de soja a renchéri de 79%, atteignant de nouveau son cours de 1973. Le prix du maïs est monté de 16% en 2007, après une hausse de 80% l'année précédente. Près de 25% de la récolte annuelle de maïs est affectée à la production de biocarburants, de méthanol par exemple. Il en est résulté notamment que le prix des tortillas a doublé à Mexico City, ce qui a provoqué des manifestations de masses.

Pour prouver que les stupidités économiques actuelles sont corrigées par des folies économiques, le gouvernement du Mexique a subventionné immédiatement les producteurs de tortillas afin de maintenir les prix bas. Ce faisant, il a oublié complètement que c'étaient les subventions accordées antérieurement aux producteurs de méthanol et aux paysans producteurs de maïs qui avaient aiguillé environ 25 % de la récolte globale de maïs vers la production de carburant. Toutefois, les subventions ont encore une autre conséquence économique : si elles sont financées honnêtement et complètement par le gouvernement, elles provoquent une majoration d'impôts.

Mais si les charges économiques véritables engendrées par les subventions sont «payées» malhonnêtement par une expansion de la masse monétaire et/ou par un nouvel accroissement du crédit – le gouvernement empruntant de l'argent et stimulant l'économie par un déficit budgétaire – les véritables charges n'apparaîtront qu'ultérieurement, lorsque des prix à la consommation encore plus élevés devront être payés à la caisse.

Exprimé en USD, le prix de l'huile lourde est monté de 59% l'an passé. Le prix du mazout s'est élevé de 62%, celui de l'essence de 54% et celui du gaz naturel de 17%. Les Américains payent maintenant ces prix supérieurs et, au moment où l'expansion du crédit aux Etats-Unis a dépassé le stade de l'hystérie, tous ces prix vont certainement encore monter. Comme le revenu de la plupart des Américains n'a pas – et de loin – augmenté autant, l'effet réel est que les Américains sont plus pauvres qu'auparavant.

Submersion du monde par une vague d'USD

L'expansion interne durable du crédit aux Etats-Unis dirige des flux d'USD dans le reste du monde par le biais du déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements courants, ce dernier atteignant USD 860 milliards par année. Cette évolution se reflète particulièrement dans l'augmentation massive des détentions

d'USD de la plupart des autres banques centrales dans le monde. Durant les neuf premiers mois de 2007, les réserves de la Chine ont progressé de 45 % pour atteindre USD 949 milliards. Les réserves russes ont augmenté de 56 % l'an passé, à USD 466 milliards. En soi, la masse de ces «réserves» est remarquable. Elle provient du fait que la plupart des autres banques centrales du monde tentent désespérément de juguler l'invasion d'USD qui déferle dans leur système monétaire. Lors de ces opérations, les «réserves» en USD de ces autres banques centrales augmentent presque dans les mêmes proportions. La progression de ces réserves est encore plus remarquable en valeur relative.

Ne regardez pas le niveau, tenez compte des augmentations !

Considérez l'accroissement énorme des «réserves» de ces banques centrales : Chine 45 %, Russie 56 %, Inde 56 %. A l'exception de la zone euro, c'est un phénomène mondial dans toutes les banques centrales du monde que d'accumuler les «réserves» à l'instar des trois pays susmentionnés et à un rythme plus ou moins rapide.

Dans le monde, il faut vous attendre à ce qui suit

Durant l'année en cours, nous pourrions informer nos abonnés disséminés dans le monde qu'une grande banque centrale ou un groupement de ces banques refuse de continuer à acheter des USD. A ce moment, la valeur de l'USD s'effondrera. Il sera intéressant de considérer ses pirouettes après la première chute. Lors de cet événement, le krach de l'USD renforcera considérablement les doutes mondiaux au sujet de la valeur effective du papier-monnaie non couvert et de la sécurité des placements dans les banques de ces pays et dans leurs institutions financières.

Le chaos règnera alors. Toutes les notions économiques susciteront des doutes et la valeur de la monnaie sera très aléatoire. De plus en plus de gouvernements désespérés tenteront les actions les plus incertaines afin de résoudre les problèmes internes de leur économie. A un certain point, une nation ou un groupement de nations se résoudra à l'inévitable, lorsqu'il sera évident qu'il n'y a pas d'autre option que de retourner à la monnaie réelle stable.

Cela n'aura probablement pas lieu en 2008, mais cela aura lieu – comme cela a toujours eu lieu dans l'histoire. •

Source : The Privateer, volume 2008, numéro 594
(Traduction Horizons et débats)

Le dernier pilier des USA, l'économie, s'écroule

Le premier jour de cotation 2008 aux USA a commencé par un coup de tonnerre lorsque l'Institut de gestion des approvisionnements a fait savoir que son indicateur de la production américaine était tombé à son niveau le plus bas depuis 5 ans. L'indice de la production a chuté à 47,7, niveau le plus bas depuis 2003. La suffisance de Wall Street en a pris un coup et les actions américaines ont plongé. De leur côté, les prix des matières premières mondiales sont montés en flèche. Le baril de pétrole a atteint les 100 dollars tandis que le prix de l'or à terme a augmenté de 22 dollars à 860 dollars et que l'ensemble des céréales globales renchérisait. Il est certain que les prix de l'alimentation vont augmenter dans le monde entier. La récession américaine frappe le commerce et le dernier pilier de la présidence Bush s'écroule. Le PIB américain, qui avait atteint un taux annualisé incroyable de 4,9 % au troisième trimestre devrait être tombé à 1,0 % ou moins au quatrième trimestre de 2007. Bien entendu, personne, à Wall Street, n'envisage un PIB négatif pour l'année. Ce serait la récession !

Les bénéficiaires des sociétés, sans parler des secteurs bancaire et financier américains qui sont plongés dans le rouge, vont chuter. Puis ce sera le tour du marché boursier. Le Dow Jones aura un retard à rattraper en matière

de chute des cours.

L'économie réelle américaine décline depuis plusieurs trimestres déjà.

Les échecs de la politique américaine dans le monde

L'assassinat de Benazir Bhutto a déstabilisé toute la situation militaire américaine au Moyen-Orient. Le Pakistan a une population de quelque 160 à 170 millions d'habitants. Il possède des armes nucléaires comprenant entre 60 et 70 ogives opérationnelles. Le bruit court que les Forces spéciales américaines se prépareraient à se poser éventuellement sur les 10 à 14 arsenaux nucléaires afin d'essayer de les «sécuriser» si le Pakistan sombre dans le chaos. La question stratégique absolument pas résolue est de savoir si les forces armées pakistanaises vont accueillir les Américains en amis et se laisseront désarmer ou si elles s'opposeront à eux par les armes.

Si l'Armée américaine n'arrive pas à pacifier l'Irak, qui ne compte que 26 millions d'habitants ni à intimider l'Iran avec ses 75 millions d'habitants et ses forces armées importantes et intactes, il n'y a aucun espoir qu'elle réussira à faire face, stratégiquement, à une explosion du Pakistan. Et avec la Turquie qui bombarde le territoire kurde du nord de l'Irak, tout le croissant musulman qui va de la Turquie à la frontière de l'Inde avec le Pakistan pourrait s'enflammer à plusieurs endroits en même temps, déclenchant une guerre générale, avec les Etats-Unis au milieu.

Une dette de plus de 9,2 billions

Selon le Haut Commissaire des Nations Unies aux réfugiés, il y a plus de 2,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Irak et plus de 2,3 millions d'Irakiens qui ont fui le pays. Si l'on considère que selon toutes les estimations fiables, le nombre d'Irakiens qui ont été tués ou qui sont morts depuis le début de l'invasion américaine s'élève à 1 - 1,3 million, on peut dire que le président Bush est responsable d'un carnage.

Budgétairement, la présidence Bush est largement au-delà de toute possibilité de sauvetage. En effet, elle a augmenté de 4 billions la dette consolidée du Trésor, la portant à plus de 9,2 billions. Du point de vue monétaire, le président Bush est responsable de la destruction de la valeur internationale du dollar et d'autres baisses auront certainement lieu cette année.

Economiquement, il a favorisé une extension du crédit, laquelle se poursuit. Elle dépasse en ampleur tous les précédents historiques. Les pertes résultant du cycle boom-faillite induit par les mauvais crédits retire le capital des banques américaines et d'autres institutions de prêt hypothécaire. Ces pertes ne font que commencer. On peut s'attendre à ce qu'une grande institution financière américaine dépose le bilan.

En 8 ans seulement, le président Bush a fait d'un modèle global un pays pauvre.

Source : The Privateer, No 594 (janvier 2008)
(Traduction Horizons et débats)

La guerre monétaire transatlantique commence dans l'UE

Tout a commencé par un important choc monétaire le mardi 18 décembre lorsque la Banque centrale européenne (BCE) a effrayé les investisseurs du monde entier en injectant la somme record de 348,6 milliards d'euros sur les marchés européens.

Le tournant à 180 degrés de la BCE

Peu après, la BCE a effectué un tournant à 180 degrés de nature à effrayer la Fed. Par sa mesure initiale, la BCE s'assurait que le système de paiement en euros avait suffisamment de liquidités pour fonctionner mais à

mesure qu'elle injectait des euros frais dans le système de paiement de la zone euro, elle commençait à les en retirer. Le mercredi 19 décembre, elle retira plus de 133 milliards d'euros. Le jeudi, elle en retira 150 autres après que les taux d'intérêt interbancaire furent tombés du jour au lendemain à 3,75 %, signe de fonds excédentaires. Et le vendredi, elle avait encore retiré 141,56 milliards d'euros des marchés de la zone euro. Le président de la BCE Jean-Claude Trichet avait signalé qu'une inflation plus rapide empêcherait une baisse des taux d'intérêt et pourrait provoquer une hausse. Dans une interview accordée au Financial Time de Londres publiée le 23 décembre, il avait déclaré que la BCE continuerait de porter son attention sur les hausses de prix et ne se laisserait pas dérouter par les baisses de taux de ses homologues anglo-saxonnes. C'est donc la guerre des monnaies.

Pendant ce temps, à la Réserve fédérale américaine ...

En décembre, la Fed a introduit un nouvel instrument, la term auction facility (dispositif temporaire d'adjudication) pour procurer des liquidités aux banques américaines au-delà de la maturité d'un jour. La Fed a organisé deux enchères en décembre d'une valeur totale de 40 milliards de dollars. Le 21 décembre, elle a annoncé qu'elle en préparait deux pour ce mois et d'autres «aussi longtemps que cela serait nécessaire». Elle a fait une offre sans précédent d'échange de garanties bancaires contre de l'argent frais, premier pas vers la nationalisation des dettes des banques américaines !

Nationaliser les dettes contractées auprès des banques américaines est une manière élégante de dire que la Fed est prête à acheter «au noir» les créances douteuses des banques commerciales américaines avec de l'argent nouvellement créé.

Pour la Fed, ce sont les prêts douteux «légaux» des banques commerciales américaines qui sont considérés comme le vrai problème. La BCE considère à juste titre que le problème, c'est la quantité d'argent en circulation.

L'UE n'a aucun besoin d'échange de devises avec la Fed

Le 12 décembre, les responsables de la FED ont passé un accord de swap de 24 milliards de dollars avec la BCE et la Banque nationale suisse afin de répondre aux besoins en dollars des banques européennes! Comme le reste du monde, l'Europe est envahie de dollars qui se trouvent à la BCE et dans les autres banques centrales européennes.

L'UE n'a aucun besoin d'accord de swap avec la Fed. Elle peut effectuer partout ses paiements avec les dollars qu'elle possède déjà. Et elle peut également le faire dans le monde entier avec ses euros. Ce n'est pas l'Europe qui a besoin de davantage de dollars, c'est la Fed qui a besoin d'euros au cas où elle serait forcée de soutenir la valeur internationale du dollar lors d'un bouleversement monétaire important.

Alors que l'Europe est près d'être submergée de «réserves» (c'est-à-dire de dollars), la Fed ne possède que pour 41 milliards de dollars de monnaies étrangères. Ces 41 milliards pourraient être balayés en quelques minutes si la Fed était forcée de soutenir le dollar.

L'accord de swap avec la BCE et la BNS doit simplement permettre à la Fed d'accéder aux réserves monétaires d'autres pays. Tout cela pour soutenir le dollar.

Source: The Privateer, no 594 (janvier 2008)
(Traduction Horizons et débats)

(source : <http://www.horizons-et-debats.ch/>)

Non, ce n'est pas "trop cher" : le financement des besoins collectifs est rendu sciemment ruineux par un sabotage monétaire étonnant !

"Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain." *Napoléon Bonaparte (1769-1821)*

Vendredi 21 mars 2008

Vous croyez que la monnaie est créée par l'État ? Vous vous trompez : **ce sont les banques privées qui créent la monnaie**, et qui en perçoivent le prix (l'intérêt).

Si c'était l'État qui créait la monnaie, il pourrait l'investir directement lui-même (sans devoir payer le moindre intérêt jusqu'au remboursement) ; il pourrait aussi prêter cette monnaie nouvelle aux banques (charge à elles de la prêter à leur tour) et en percevait le premier intérêt (des milliards d'euros), ce qui pourrait aussi financer les services publics, au lieu de garnir des poches de soie au prix d'un déficit paralysant pour l'État.

L'État (c'est-à-dire nous tous) a perdu le droit de battre monnaie et ce sont des banques privées à qui nos soi-disant "représentants" ont abandonné ce pouvoir décisif.

Vous pensez que la monnaie est un outil qui sert l'intérêt général ? Vous vous trompez : la monnaie est devenu (discrètement) un outil qui sert d'abord des intérêts privés.

La construction de l'Union européenne pourrait bien être motivée principalement par ce détournement de la richesse publique, notamment à travers à l'article 104 du traité de Maastricht : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales » d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publiques des États membres; l'acquisition directe des instruments de leur dette, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, est également interdite.* »

Par cet article (repris quasiment tel quel dans le TCE, art. III-181), les États (c'est-à-dire nous tous) ne peuvent plus financer les investissements publics qu'en empruntant à des acteurs privés, et en leur payant un intérêt.

Cette prise de conscience m'a conduit à écrire un billet à Judith Bernard, sur le Big Bang Blog, qui s'inquiétait du sort des services publics et de leur financement prétendument problématique (d'après nos représentants politiques).

Je reproduis ci dessous le billet en question et je le fais suivre de quelques citations importantes pour étayer mon propos. Tout ça est un peu long mais de la plus haute importance : avec le contrôle de l'argent, on est au coeur du problème des hommes avec le pouvoir : ça vaut le coup de lire pour comprendre. Les citoyens sont fous de ne pas approfondir personnellement cette cause majeure de leur travail forcé.

Non, ce n'est pas "trop cher" : pour financer nos services publics, il nous suffit de reprendre aux banques privée la création monétaire que la puissance publique n'aurait jamais dû abandonner

27 avril 2007.

Bonjour Judith,

D'abord, merci pour tout ; d'ordinaire silencieux, je savoure vos textes, forts et beaux, dans mon coin, comme on goûte du lait au miel :o)

Ceux qui vous maltraitent cette fois, en faisant comme si vous étiez à la fois utopique et irresponsable à

tant apprécier la dépense publique sans vous soucier des financements, ceux-là se trompent : **nous n'aurions aucune peine à financer TOUS les investissements utiles à notre collectivité si nous avions le contrôle de notre monnaie, au lieu de l'avoir — c'est proprement incroyable — abandonné aux banques privées.**

Ceux qui vous vilipendent font comme si la monnaie, aujourd'hui rare, était forcément rare, ce qui n'est pas le cas. Ils vous enferment ainsi dans une économie de rareté. Mais cette rareté est artificielle, elle est voulue, elle est fabriquée, et elle est la source de la richesse immense de certains acteurs qui savent rester discrets.

Bien sûr, si la monnaie est rare, elle est chère et son prix s'ajoute aux prix de toutes choses ; les échanges sont pénalisés par le coût des crédits. Mais la monnaie pourrait être abondante, ou plus exactement suffisante. Pour cela, il faudrait que l'État (c'est-à-dire nous) ait le contrôle de sa création.

Or il se trouve — vous n'allez pas me croire — que les États ont abandonné la création monétaire aux banquiers privés. Les États (c'est-à-dire nous) ne peuvent plus créer la monnaie dont ils ont besoin pour fluidifier l'économie. **Quand l'État (c'est-à-dire nous) a besoin d'argent (pour construire des hôpitaux ou des crèches), il doit aujourd'hui emprunter cet argent aux acteurs privés et leur payer un intérêt, au lieu de créer lui-même l'argent dont il a besoin.** C'est idiot. Non, c'est criminel. En tout cas, ce n'est pas une fatalité : c'est un choix politique et un choix qui n'a rien à voir avec l'intérêt général.

Quand une banque vous prête 100 000 €, elle ne les a pas. Elle les crée (par une simple écriture) pour vous les prêter, et elle les détruira quand vous lui rendrez. Mais au passage, elle aura perçu un intérêt (considérable) qui ne correspond à aucun service, aucune privation de sa part : l'intérêt que perçoivent les banques privées sur la monnaie créée *ex nihilo* (à partir de rien) est foncièrement injuste, une sorte de paiement de l'indu, un racket gigantesque de toute l'économie par des acteurs privilégiés.

Quelle est la raison de ce sabotage monétaire qui asphyxie notre économie ? Une volonté politique. Un phénomène réversible, donc. Il ne tient qu'à nous de récupérer notre souveraineté monétaire.

Tous les citoyens devraient prendre quelques heures pour étudier l'histoire du racket financier imposé par les banques (en France, en Europe, aux États-Unis) : ils comprendraient les solutions qui s'imposent, à la fois simples et fortes ; la création monétaire doit impérativement et exclusivement relever de la puissance publique.

Ne croyez pas les épouvantails et autres chiffons rouges qu'on va agiter devant vos yeux pour vous persuader que l'État créateur de monnaie est forcément imbécile : de bons contrôles sont évidemment imaginables pour que la création publique de monnaie soit raisonnable. **Ce qu'on appelle la « planche à billet » n'est pas forcément une catastrophe, bien au contraire, c'est le sens de mon message : c'est l'abus de la planche à billets qui est une catastrophe, OK ; mais son utilisation raisonnable est non seulement utile, mais indispensable pour un bon fonctionnement de l'économie.** Ceux qui prétendent le contraire ont souvent une idée derrière la tête et pas seulement l'intérêt général en ligne de mire.

D'ailleurs, **la masse monétaire augmente d'environ 10% tous les ans sans déclencher d'inflation, ce qui est bien la preuve que ce spectre de la planche à billets n'est qu'un épouvantail (bien commode pour nous conduire à accepter que l'État soit dépouillé de ce droit essentiel).**

Par contre, les banques privées devenues créatrices (et vendeuses) de notre monnaie (ces banques à qui on a abandonné la « planche à billets », précisément) sont, effectivement, de véritables parasites, à très grande échelle. **Rien n'impose, économiquement, que ce soit des acteurs privés qui maîtrisent la planche à billets, au contraire.**

Nous sommes fous d'accepter de perdre ce levier vital des politiques publiques, aussi bien en France qu'en Europe.

Les soi-disant "libéraux" font tout pour ruiner les États, ce qui offrira plusieurs avantages aux acteurs privés déjà très riches : une fois ruiné, l'État ne pourra plus assumer que les fonctions sécuritaires (armée, police, justice), bien utiles aux très riches (ces fonctions étatiques là, ils y tiennent,

curieusement). Une fois ruiné, l'État vendra les services publics aux copains privés des prétendus « hommes d'État » complaisants. Je vous laisse imaginer les yeux cupides avec lesquels les compagnies d'assurance lorgnent le marché du financement de la santé publique, pour s'en tenir à votre exemple. Les "libéraux" vont leur vendre tous nos plus précieux services publics.

Et l'Union européenne, l'OMC, le FMI sont leurs principaux outils de désarmement politique des populations, d'affaiblissement des États, de renoncement au peu de démocratie que ces populations avaient pourtant chèrement payée.

Si on ne se paie pas de mots en ne lisant, dans les institutions, que les préambules et les généreuses déclarations d'intention liminaires, si on va lire tous les articles en détail pour contrôler que la séparation des pouvoirs existe bien, vérifier si le contrôle des pouvoirs est effectif, surveiller l'indépendance des juges qui doit être réelle, s'assurer que l'information honnête des citoyens soit protégée et garantie, prendre garde à ce que des moyens soient offerts aux citoyens pour résister vraiment à d'éventuels abus de pouvoir, si on contrôle tout ça, Judith, et bien c'est une catastrophe : ils sont en train de nous piquer la démocratie. Et en jurant le contraire !

Et pour l'urgence, **il y a un des deux candidats qui nous promet de nous violer dès qu'il sera élu (au moins, on est prévenus) : le « mini traité » imposé par voie parlementaire, c'est un cauchemar : c'est dans la partie 1 que se trouvent les dispositions les plus dangereuses pour la démocratie** (les autres parties sont déjà en vigueur et le resteront : ça ne les gêne pas de les retirer de la "réforme").

Lire à ce sujet *C'est la partie 1 du TCE qui est la plus dangereuse, celle qui nous retire la démocratie : pas question de l'accepter sans référendum*].

Mais le cœur de l'impuissance politique grandissante des hommes est encore plus difficile à percevoir : comme je vous le disais, **la grande absente de nos débats publics est la monnaie. Pourtant, nous pourrions satisfaire bien des besoins vitaux en reprenant son contrôle.**

Il tient aux journalistes et aux citoyens « donneurs d'alerte » de faire monter le sujet sur la place publique : je vous conseille la lecture de cette page « **La vérité sur la dette** » (<http://tiki.societal.org/tiki-index.php?page=La+v%C3%A9rit%C3%A9+sur+la+dette>), mais aussi celle d'un petit livre formidable et important : « **Les 10 plus gros mensonges sur l'économie** » (<http://www.10mensonges.org/>) ; ne pas rater les mensonges 1 à 4, essentiels.

Prenez surtout le temps d'étudier le tableau de la page 73 qui montre de façon pédagogique que toute somme dépensée par l'État se retrouve dans ses caisses au bout de quatre ou cinq ans d'impôts (ce qui montre la bêtise des politiques frileuses réclamant un État pingre) et que cet investissement a été multiplié (on parle d'ailleurs de multiplicateur d'investissement) et a répandu ses bienfaits dans des proportions immenses.

Les difficultés financières de l'État ne viennent pas du tout de son incurie, mais de sa pauvreté artificiellement programmée à travers un système bancaire inique, un privilège de type féodal discrètement consenti aux banques privées —le droit de créer la monnaie et de prélever un intérêt sur cette monnaie neuve, et l'obligation pour l'État de s'endetter auprès des acteurs privés pour financer les besoins publics— système bancaire qui met le pays en coupe réglée, sans aucun espoir de jamais rembourser une dette sans fin puisque la création monétaire est rançonnée.

Nous sommes victimes d'un sabotage monétaire de la part de nos propres « représentants » et **la construction européenne permet de verrouiller ce sabotage monétaire au plus haut niveau : européen et constitutionnel. Normalement, si leur plan aboutit, aucun peuple ne pourra plus jamais s'affranchir de la tutelle du système financier privé.**

Consultez aussi le site passionnant <http://www.fauxmonnayeurs.org/>.

Pour relier cette affaire à mon idée fixe — « *ce n'est pas aux hommes au pouvoir d'écrire les règles du pouvoir* » ; *il nous faut un processus constituant honnête pour nous protéger enfin des abus de pouvoir ; les candidats pour l'assemblée constituante ne doivent surtout pas être désignés par les partis* —, je

pense que les politiciens professionnels actuels, tels qu'ils sont élus, ont trop d'"ascenseurs à renvoyer", ils sont trop ligotés par ceux qui ont financé leurs campagnes électorales : **seul le référendum d'initiative populaire rendra aux peuples le pouvoir d'imposer, avec une légitimité politique incontestable, aux acteurs privés les plus puissants ce que les hommes politiques ne peuvent déjà plus faire.**

Nous sommes donc au cœur de votre billet : dans l'état actuel d'affaiblissement des puissances publiques face aux multinationales privées, la protection des services publics passe, à mon sens, par **une réforme institutionnelle qui rend du pouvoir aux peuples, pouvoir nécessaire pour défendre eux-mêmes les services auxquels ils tiennent**, et cette réforme n'est possible que si l'assemblée constituante n'est pas composée d'hommes de partis car les partis ont un intérêt personnel à l'impuissance politique des citoyens, ce qui explique qu'ils ne nous donneront jamais le pouvoir qui nous est dû. Cela vaut pour la France comme pour l'Europe.

Je sais que tout cela n'est pas très poétique, pardonnez-moi, mais les attaques qui fusent contre vous sont injustes et me hérissent car elles révèlent et défendent une idéologie inepte (ou plutôt très intelligente) qui nous ruine tous, chaque jour un peu plus.

Amicalement.

Étienne.

<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Liens.php>

(Cette page de 'liens et documents' est assez lourde à charger (environ 4 Mo), mais elle est incroyablement riche en informations pour résister ; je l'actualise presque tous les jours.)

PS : encore un mot, chère Judith : je suis sûr que vous apprécierez les derniers textes que j'ai publié sur la partie blog de mon site : <http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php>.

Je découvre et devore des auteurs immenses comme Alain (extraordinaire blogueur), Jacques Duboin, Simone Weil, George Orwell... autant de résistants dont les pensées gagnent à être remises en avant pour nous défendre contre les affreux.

PPS : l'immense économiste Maurice Allais (http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Allais) ("prix Nobel" d'économie, considéré à l'étranger comme un vrai génie) —assez à droite sur certains points, mais plutôt à gauche sur d'autres—, traite les banques privées de « faux-monnayeurs », et il le démontre fortement. Il écrit : « *Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi.* »

PPPS : il faut aussi lire deux petits livres formidables, de Jacques Généreux, chez Seuil : "Les vrais lois de l'économie" et "Pourquoi la droite est dangereuse". Ce sont deux petits bijoux d'intelligence, de concision, de précision... Cet homme porte bien son nom et ferait un excellent Président.

Au passage, je réclame **le droit d'élire un citoyen non candidat**. Pourquoi sommes-nous limités à l'offre politique des partis, pourquoi devons-nous choisir parmi ceux qui veulent le pouvoir alors qu'ils sont sans doute les plus dangereux pour l'exercer ? Bon, j'arrête, car je suis intarissable là aussi... :o)

Merci pour tout ce que vous faites, ne changez pas :o)

Voici maintenant quelques citations importantes pour appuyer mes dires (ne ratez pas les textes formidables de Bernard Maris) :

Citation n°1 : Denis Clerc

« **Les banques créent de la monnaie très simplement.** Lorsque le titulaire d'un compte obtient un prêt à court terme (moins d'un an), par exemple une avance sur salaire : dans ce cas, la banque inscrit au crédit du bénéficiaire la somme demandée (d'où le terme de crédit). **Elle a créé de la monnaie scripturale à partir de rien. Une inscription sur un compte lui a suffit.** »

Source : **Denis Clerc**, « **Déchiffrer l'économie** », Chapitre 4 La monnaie et le crédit, p. 163.

Citation n°2 : Banque de France

En 1971, la Banque de France éditait un opuscule dénommé « la Monnaie et la Politique monétaire » dans lequel elle précisait : « **Les particuliers — même paraît-il certains banquiers — ont du mal à comprendre que les banques aient le pouvoir de créer de la monnaie !** Pour eux, une banque est un endroit où ils déposent de l'argent en compte et c'est ce dépôt qui permettrait à la banque de consentir un crédit à un autre client. Les dépôts permettraient les crédits. Or, cette vue n'est pas conforme à la réalité, car **ce sont les crédits qui font les dépôts.** » [et pas l'inverse. (ÉC)]

Source : **Banque de France**, donc pas vraiment des mickeys :o)

Citation n° 3 : Maurice Allais

« **Fondamentalement, le mécanisme du crédit aboutit à une création de moyens de paiements ex nihilo** [(à partir de rien (ÉC)], car le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère comme une encaisse disponible, alors que, dans le même temps, la banque a prêté la plus grande partie de ce dépôt, qui, redéposée ou non dans une banque, est considérée comme une encaisse disponible par son récipiendaire. À chaque opération de crédit, il y a ainsi duplication monétaire. **Au total, le mécanisme de crédit aboutit à une création de monnaie ex nihilo par de simples jeux d'écritures** (*).

(*) Ce n'est qu'à partir de la publication en 1911 de l'ouvrage fondamental d'Irving Fisher, *The purchasing Power of money*, qu'il a été pleinement reconnu que le mécanisme du crédit aboutit à une création de monnaie. »

Source : **Maurice Allais**, "Prix Nobel" de sciences économiques, « **La crise monétaire d'aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires.** », Éd. Clément Juglar, 1999, p. 63.

Citation n°4 : Maurice Allais

« Le jugement éthique porté sur le mécanisme du crédit bancaire s'est profondément modifié au cours des siècles. (...) À l'origine, le principe du crédit reposait sur une couverture intégrale des dépôts. (...) Ce n'est que vers le XVII^e siècle, avec l'apparition des billets de banque, que les banques abandonnèrent progressivement ce principe. Mais ce fut **dans le plus grand secret et à l'insu du public** » (...) « **En abandonnant au secteur bancaire le droit de créer de la monnaie, l'État s'est privé en moyenne d'un pouvoir d'achat annuel représentant environ 5,2 % du revenu national.** »

Source : **Maurice Allais**, Prix Nobel d'économie 1988, **La réforme monétaire**, 1976).

Citation n°5 : Bernard Maris

Création et destruction monétaire

« (...) C'est le principe fondamental de la création monétaire : si je fais un crédit papier de 100 et si je sais qu'une grande partie de ce crédit reviendra chez moi banquier, je peux multiplier le crédit bien au-delà du stock d'or dont je dispose. (...) Le mécanisme est décrit dans l'adage : « *les prêts font les dépôts* ». **Le crédit fait les dépôts, il fait l'argent. Et non l'inverse ! Avis à ceux qui croient que l'épargne fait l'argent. Quel contresens économique !**

(...) Mais la vraie garantie de la création monétaire, c'est l'anticipation de l'activité économique, du cycle production consommation. Encore faut-il que cette anticipation soit saine : toute création monétaire saine débouche sur une destruction monétaire équivalente.

(...) Nous percevons mieux la nature de la monnaie : **des dettes** (des créances sur la banque émettrice) qui circulent. Des dettes qui, si elles sont saines, doivent, par l'activité économique, provoquer leur remboursement.

Aujourd'hui, la monnaie est détachée de tout support matériel, on peut en créer à l'infini.»

Source : **Bernard Maris**, professeur d'université en France et aux États-Unis, « **Anti-manuel d'économie** », éd. Bréal, oct. 2003, p. 219.

Citation n°6 : Bernard Maris

Le déni d'existence

« Longtemps, les économistes ont négligé l'argent. Les économistes libéraux, orthodoxes s'entend. Encore aujourd'hui, nombre d'économistes considèrent que l'argent, la monnaie, ne sont pas des questions en soi. La monnaie est neutre. Elle n'a pas d'incidence sur l'économie réelle (souligner dix fois), l'économie véritable, profonde, celle qui parle des produits, des services, de l'emploi, des prix.

Il y a deux aspects de l'économie, disent les grands économistes classiques, Ricardo, Say, Smith, Malthus, et après eux les grands monétaristes, Friedman, Patinkin, Lucas aujourd'hui : 1) l'économie d'échange, où les produits s'échangent contre les produits, le travail contre des biens, par exemple, et, à côté, la monnaie. Elle est en plus. Elle vient définir le niveau des prix, mais ça n'a pas d'incidence fondamentale sur le fonctionnement de la production, du commerce, et sur l'emploi. Cela paraît extravagant, mais c'est comme ça ! Aujourd'hui encore, en 2003, on enseigne dans les universités la « théorie du cycle réel », Real Business Cycle, qui s'efforce d'expliquer les fluctuations cycliques des économies par les goûts des consommateurs, le progrès technique, en supposant que l'argent n'existe pas. (...)

Même les autoproclamés monétaristes, comme le prix Nobel Milton Friedman, ont échafaudé leur scolastique pour annihiler la monnaie, pour démontrer qu'elle n'avait pas d'influence sur le réel, sur la réalité des productions et des échanges, mais simplement sur les prix. **Cette conception aberrante de la neutralité de la monnaie ne mériterait-elle pas, pour elle seule, qu'on rejette la théorie orthodoxe aux poubelles des stupidités idéologiques ?** Oui, mais il faut comprendre ce que cache ce rejet systématique de la monnaie.

(...)

Pourquoi les économistes classiques, néoclassiques, orthodoxes, monétaristes, nient-ils l'argent ? Parce qu'ils nient le pouvoir de l'émetteur, le pouvoir du seigneur, le seigneurage, ils nient la politique, gravée sur le denier par l'effigie de César, et au-delà, [ils nient] tout ce que l'argent contient de « sociétal » (...)

Ricardo et les classiques considéraient que le travail mesure la valeur des choses. Dès lors, il est clair que la valeur relative des objets et des services s'exprime en termes de travail : s'il faut deux fois plus d'heures de travail pour produire une table qu'une chaise, une table vaut deux chaises. On peut tout mesurer dans l'économie à partir des chaises, tout exprimer en termes du numéraire « chaise », les voitures comme les services d'avocat. L'économie montre les échanges d'objets et de services contre des objets et des services, chacun valant une certaine quantité de travail.

Alors, à quoi sert la monnaie, les pièces d'or ? À rien, si ce n'est à faciliter les échanges. « *La monnaie est un voile posé sur les échanges* » disaient les classiques, une sorte de fluide ou d'éther qui facilite la circulation des choses mais qui ne leur donne aucune valeur, et qui elle-même n'en a aucune. La valeur de l'or est la quantité de travail nécessaire à produire l'or. Certes, l'or est plus facile à manipuler que les chaises pour l'échange. Mais on aurait pu prendre des coquillages ou des cigarettes comme unité de monnaie.

Supposons qu'une pièce de 1 euro circule 10 fois en une journée entre les consommateurs. 10 est la vitesse de rotation de la monnaie, soit V . Supposons que le prix P des objets échangés soit de 2, et que 500 objets soient échangés. La valeur des échanges de la journée est donc $2 \times 500 = 1000$. Combien faut-il de pièces de monnaie de 1 euro, M , pour permettre les échanges ? Il en faut 100, car 100 pièces qui circulent 10 fois permettent de réaliser 1000 euros d'échanges. On obtient donc une relation comptable, une tautologie, que l'on va baptiser « équation monétaire » : **$MV=PQ$** .

Cette équation résume toute la théorie monétaire. Elle dit : la monnaie, multipliée par sa vitesse de circulation, est égale au niveau général des prix multiplié par le volume des transactions. Elle

valut un prix Nobel à Milton Friedman. La monnaie fixe le niveau général des prix. Plus il y a de monnaie en circulation, plus les prix augmentent. Mais l'économie réelle, elle, ne bouge pas. La monnaie détermine seulement l'inflation : 10% de hausse de monnaie en volume conduira à 10% de hausse de prix, c'est mécanique. **D'une équation comptable, on a fait une théorie niant l'impact de la monnaie sur l'économie.** Tout se passe comme s'il y avait deux secteurs dans l'économie : le secteur réel, les entreprises, les usines, le travail, les consommateurs, et le secteur monétaire, une banque qui injecte de la monnaie et qui fixe les prix.

Petit aparté : **toute la conception européenne de la Banque centrale, indépendante du pouvoir politique et interdite de recevoir des ordres des gouvernements, tient à la « neutralité » de la monnaie.** La Banque centrale est là pour maintenir la valeur de la monnaie, éviter qu'il y ait trop d'inflation. Ne pas trop donner de monnaie revient donc à faire des économies, car plus il y a de monnaie, plus les prix augmentent. **Cette obsession de la monnaie rare et forte relève de la neutralité, de la théorie classique** (Ricardo, Friedman).

Ordre des débiteurs et ordre des créanciers

Mais pourquoi faut-il que l'argent soit rare ? Nous retrouvons ici notre vieil ami, le problème économique, le problème de la rareté. **Partout, les économistes promeuvent la rareté. L'argent rare sera cher, surévalué peut-être même. Qui a de l'argent ?** Les riches, les épargnants, ceux qui ont pu accumuler ou hériter. Si le taux d'intérêt est élevé, le taux d'intérêt étant le prix de l'argent, l'argent est demandé, il s'évalue. Le capital est rare et cher. Les créanciers, les détenteurs d'argent, sont contents, tout comme les prêteurs et les rentiers sont contents. Les rentiers dont les loyers des maisons sont élevés. **Les créanciers ont une certaine vision de l'ordre économique.**

Qui sont ces créanciers ? Des personnes riches, âgées. À qui prêtent-ils ? À des personnes sans argent, des locataires ou des entrepreneurs, qui empruntent pour leur entreprise. Ce sont des débiteurs. Ils préfèrent que l'argent soit bon marché, et même qu'il se dévalue. **L'inflation ruine les créanciers et enrichit les débiteurs.** Un emprunteur, si la hausse des prix est constante, et si son salaire suit cette montée, rembourse de moins en moins. Alors que les salariés et les entrepreneurs sont contre l'argent cher, les épargnants et les rentiers sont pour.

Lorsqu'une activité est endettée et ne peut plus rembourser ses dettes par son activité, soit on la maintient sous perfusion en lui donnant d'autres crédits sans contrepartie, puisqu'il n'y aura pas de sa part création de richesses matérielles, soit on lui dit : *« Fini ! Vous remboursez ! »* Si elle ne rembourse pas, elle est mise en faillite, et avec la faillite s'opère un redéploiement de la propriété industrielle (ce que Schumpeter appelait la destruction créatrice) : l'ordre des créanciers décide de ce redéploiement. Plus de textile en France. Plus d'acier de basse qualité. En échange, se développent des services, des logiciels...

L'ordre des débiteurs, l'ordre économique du point de vue des débiteurs, est radicalement opposé à celui des créanciers. L'antagonisme débiteur-créancier est total : ce qui profite à l'un nuit à l'autre. La lutte des débiteurs et des créanciers, terrible, occulte, est une lutte pour la définition de la propriété industrielle : dans quels secteurs les entrepreneurs sont-ils autorisés à travailler par l'ordre des créanciers ? Ils peuvent se tourner vers Internet, par exemple, ce qui a créé une bulle énorme et un endettement terrible des entreprises comme Vivendi ou France Telecom. L'histoire économique est faite de ces affrontements.

En 1976 en France, le ministre Raymond Barre prend une décision historique : il décide que l'État paiera les intérêts de sa dette au-delà du taux d'inflation. Il dit : « Je place l'État au service des créanciers, des épargnants. Finie l'inflation qui érode le capital. Vive les rentiers ! » Fini l'ordre des salariés et des entrepreneurs, finies les Trente Glorieuses, la monnaie se renforce, le chômage augmente, les salaires stagnent, la rente réapparaît. Dix ans plus tard, en 2003, le partage du produit national s'est fait au profit des créanciers : 10% du PIB a basculé du côté du profit et de la rente. (...)

La mondialisation, d'une certaine manière, est un basculement de l'économie au profit des créanciers, des boursiers, des rentiers, des financiers. »

Source : **Bernard Maris**, « **Anti-manuel d'économie** », éd. Bréal, oct. 2003, p. 206 s.

Citation n°7 : Bernard Maris

La Banque de France

« La Banque de France était à l'origine une banque privée, dotée d'une assemblée ou d'un conseil de deux cents gros actionnaires. Ces deux cents actionnaires les plus puissants de la place de Paris ont donné naissance au mythe des « deux cents familles », les deux cents familles bourgeoises contrôlant l'argent en France et cimentant le « mur de l'argent », ce mûr contre lequel se heurtaient les gouvernements progressistes. Les régents de la Banque de France étaient recrutés dans les deux cents familles, les Mallet, Vernes, Rothschild, Hottinger, Wendel. La loi de Germinal an XI définissait la parité du franc par rapport à deux métaux, l'or et l'argent, la Banque de France devant, statutairement, garantir la solidité du franc, en contrôlant le volume de la création monétaire. En gros, la Banque suivait le principe du « tiers » : le crédit consenti à l'économie était égal à trois fois les réserves d'or et d'argent contenues dans les caisses. C'était une gestion prudente, et le franc germinal se révéla le plus solide de toutes les monnaies, résistant le dernier à la crise de 1929 et restant convertible en or jusqu'en 1926, alors que la livre, le dollar, le mark étaient depuis longtemps inconvertibles. (Déjà politique du franc ultra fort, déflationniste, qui fit dire à Keynes que « les français étaient des paysans assis sur leur tas d'or ».)

Mais les banquiers et les industriels du conseil de la Banque de France, contrôlant le crédit, contrôlaient d'une certaine manière la politique de la France. Ainsi l'État s'était ruiné après la guerre de 14. Les dépenses de reconstruction étaient importantes. Le chômage menaçait. La politique coloniale était coûteuse. Les dépenses à caractère social pointaient leur nez, l'éducation coûtait cher. En 1924, arrive au pouvoir le Cartel des gauches, qui demande des avances à la Banque de France pour boucler son budget. Une avance de la Banque de France à l'État, autrement dit au Trésor, se traduit dans le langage populaire par : « faire marcher la planche à billets ». Moreau, le régent de la Banque de France refuse. Herriot le radical, Président du Conseil, démissionne ! La Banque de France a fait chuter le gouvernement ! La gauche s'est fracassée sur le mur de l'argent !

En 1934, Pierre Laval, chef du gouvernement, et surtout Léon Blum, Président du conseil, en 1936, du gouvernement du Front Populaire, soumettent la Banque de France à la tutelle publique. Vincent Auriol, ministre des Finances du Front déclare : « *Les banques je les ferme, les banquiers je les enferme !* » Il décrète le franc inconvertible. Les régents de la Banque de France, transformés en gouverneurs, et des sous-gouverneurs sont nommés par l'État. **En 1945, le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, nationalise la Banque de France** : c'est fini. En même temps, les trois grandes banques de dépôt, le Crédit Lyonnais, le Comptoir national d'escompte de Paris (CNEP) et la Banque nationale pour le commerce et l'industrie (BNCI) sont nationalisées. **Le crédit est sous tutelle publique. L'État a recouvré son autorité sur la monnaie**, ce qui ne durera pas.

Retour de la création monétaire au privé

1945-1993 : presque un demi siècle de tutelle publique. En fait, **l'État cesse de contrôler le crédit en 1983**, lorsque le gouvernement socialiste décide d'arrimer le franc au mark, monnaie forte, de stabiliser la France dans l'Europe, et de laisser le contrôle du crédit et de l'émission monétaire (à nouveau !) à la Banque de France. **L'État a donc contrôlé le crédit de 1934 à 1983, pendant cinquante ans.**

En 1993, l'État prend acte de l'indépendance de la Banque de France par la loi de décembre. Désormais, le gouverneur est nommé mais ne peut plus être « démissionné » par l'État. **Il est interdit à la Banque de France de financer le déficit du budget de l'État, autrement dit de faire marcher « la planche à billets ».** **Si l'État a besoin de sous, qu'il les emprunte et qu'il les rembourse ! Les nouveaux statuts de la Banque interdisent aux membres de son conseil (art. 1) « de solliciter ou d'accepter d'instruction du gouvernement ou de toute personne ».** Et voilà. **Le pouvoir politique est soumis. La dictature des rentiers a triomphé.**

Les statuts de la Banque de France, calqués (et « aggravés » en quelque sorte) sur ceux de la Bundesbank, gardienne du temple de la monnaie forte, seront copiés par la Banque centrale européenne. **L'ordre des créanciers règne en Europe.**

Aux États-Unis, c'est l'inverse. La Banque fédérale de réserve est responsable devant le Congrès. La

planche à billets fonctionne toujours. Le statut d'hyper puissance permet aux États-Unis d'accaparer, chaque année, les deux tiers de l'épargne nouvelle dans le monde, essentiellement en provenance de l'Europe et du Japon. **Les États-Unis, souverains du monde, fonctionnent selon le principe régalien de la création monétaire.**

Voilà une question essentielle d'économiste : **qui fabrique l'argent qui nous fait vivre ? Au profit de qui ? Pour quelles activités ?** De 1945 à 1976, l'État fabrique l'argent au profit de la reconstruction, puis de la croissance. Et puis, après cette très brève parenthèse du capitalisme, le privé reprend ses droits. »

Source : **Bernard Maris**, « **Anti-manuel d'économie** », éd. Bréal, oct. 2003, p. 221 s.

On comprend avec ce dernier extrait que rien n'est inéluctable et que la lutte politique permet de progresser.

Si vous avez des infos complémentaires sur ce scandale du hara-kiri monétaire accepté discrètement par les politiciens de métier, vous êtes bien sûr les bienvenus :o)

Étienne.

Source : <http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?2007/05/01/72-non-ce-n-est-pas-trop-cher-le-financement-des-besoins-collectifs-est-rendu-sciemment-ruineux>

(source : <http://www.verites.org/>)

LaRouche avait raison : la planche à billet marche à toute vitesse

Un communiqué du 27 septembre 2007 de la Banque centrale européenne confirme ce que l'économiste américain Lyndon LaRouche a affirmé depuis longtemps : que les banquiers centraux ne pourraient résister à la tentation de faire marcher la planche à billets électronique, pour renflouer les fonds spéculatifs et les banques qui en dépendent.

Ainsi, depuis que la crise des fameux « subprimes » a éclaté au grand jour en juillet 2007, le taux de croissance annualisé de la masse monétaire M3 dans la zone euro a bondi de 10,9% à 11,7% de juin à juillet, pour se « stabiliser » à 11,6% en août. Jamais des taux aussi élevés n'avaient été atteints depuis la naissance de l'euro, en novembre 1998. La cadence s'était déjà accélérée à partir de novembre 2006, passant pour la première fois au-dessus de la barre des 9%, puis à nouveau en mars 2007, avec un taux de croissance annualisé de plus de 10%, à 10,9% plus exactement.

L'évolution générale de la tendance depuis la naissance de l'euro montre bien par ailleurs que la BCE a graduellement, mais irrémédiablement, perdu le contrôle sur l'évolution de la masse monétaire, et ce en dépit de sa « trop grande réticence » à baisser, comme n'ont cessé de le demander plusieurs commentateurs européens, les taux d'intérêt.

Il est clair qu'une baisse des taux dans les mois à venir conduirait directement à la catastrophe, c'est-à-dire à une hyperinflation du style de celle de Weimar en 1923. Notons que la Fed américaine, qui a une politique encore plus laxiste en cette matière, ne publie plus les chiffres sur M3 depuis le mois de mars 2006.

Ainsi, comme l'a déclaré LaRouche en septembre dernier, la seule chose pire que de monter les taux d'intérêt, qui accélérerait l'effondrement des bourses et des banques, serait de baisser les taux d'intérêt.

Seule une réorganisation en profondeur du système financier et monétaire international constituerait par

conséquent une réponse appropriée à la crise systémique mondiale.

Croissance annualisée de la masse monétaire M3 dans la zone euro (%)

(source : <http://www.alterinfo.net/>)

La planche à billets

Dimanche 25 mars 2007

Tant de richesses subjuguèrent : les perles de Margarita, les émeraudes de Muzo, l'or de Maracaïbo, de Yaracuy, celui des Incas qu'on dépouillait, mais surtout l'argent, à profusion, des mines de Potosi, de Zacatecas et d'ailleurs. Les galions royaux, aux armes de Castille, regorgeaient de trésors, arrachés au sol d'Amérique, qu'on débarquerait à Séville si peu qu'on échappât aux pirates et aux vagues océanes 1. Au XVI^e siècle, le port andalou verra accoster 7390 tonnes d'argent et 155 tonnes d'or 2 ! Sitôt déchargé, le métal est fondu, on bat monnaie sans languir ; l'argent facile entretient l'illusion de la fortune et de l'effort inutile. Les rives du Guadalquivir se mordorent, l'indolence gagne. « Aussitôt l'agriculture a délaissé la charrue, et, vêtue de soie, elle a pris soin de ses mains durcies au travail (...) Les denrées elles-mêmes ont pris de l'orgueil et, mésestimant l'argent et l'or, elles ont haussé leur prix » 3 ... qui triple entre 1525 et 1550 ! L'inflation galope. On importe tout, soieries et brocarts, draps de France et d'Angleterre, cires et cuirs du Portugal ; le déficit commercialLe Shanghai Index faisait ce qu'il avait pris l'habitude de faire : il montait. En 2006, son irrésistible ascension l'avait déjà propulsé de 130% ; n'était-ce un léger repli, il continuait. Le 26 février, l'indice culmina à 3040 points, après dix séances de hausse quasi-continue et un gain de 16% ... dérape, qu'on comble avec le métal ; une banqueroute survient en 1557, une deuxième en 1575 ; d'autres suivront, au rythme des mines épuisées. Le siècle d'Or s'achève : l'œdème monétaire aura mieux combattu les Habsbourg que toutes les armées du monde.

De longtemps, l'or et l'argent ont forgé la monnaie. Les premières pièces, lydiennes, alliaient trois parts d'or et une part d'argent. La rareté des précieux métaux asseyait la valeur de la monnaie, qui restait de bon aloi tant qu'on n'avait pas d'intérêt à ce qu'il en fût autrement. On rognait donc très tôt les pièces pour dominer les aléas économiques et l'impécuniosité des puissants. A Rome, ce procédé, initié par Tibère, ne discontinua jamais jusqu'à la fin de l'Empire : en 476, le denier ne contenait plus que 0,02% d'argent 4 ! En France, Philippe IV, monarque inflexible, fit de même après qu'il eut spolié les Templiers et tous les manieurs d'argent, Juifs et Lombards. Puis vint le temps des billets, quand le souvenir de John Law fut apaisé. Faciles à fabriquer, à multiplier, à contrefaire aussi, point n'était besoin de bon métal : de l'encre et du papier suffisaient. Et nul ne fit mieux que la République de Weimar 5, dont les autorités vécurent avec l'illusion qu'une augmentation de la quantité des billets n'affectait pas les prix des produits, ni le niveau des changes. La planche à billets tournait à plein régime : fin 1918, un dollar valait 4 marks ; fin 1923, le même valait 4200 milliards de marks ! On ne déjeunait pas à moins de 20 milliards de marks dans un restaurant de Berlin 6 ! Billets ou pièces, c'est égal : chaque nouvel exemplaire amoindrit la valeur du précédent. Donc augmente le prix de tout le reste.

« La nature fait les métaux, les rois font les monnaies » 7.

La magnitude du prince est là, et les reflets de sa gloire rejaillissent sur la monnaie qu'il émet, qu'il manipule, et qu'il omet parfois de rembourser. C'est son privilège, un droit régalien, qui ne s'est pas arrêté à l'Ancien Régime. En novembre 1988, Milton Friedman, icône nobélisé du monétarisme, déclarait : « Le déficit [des USA] est libellé en dollars, non en livres ou en francs ; en dernier recours, nous disposons de la planche à billets » 8. Ainsi la « boîte à l'enchanteur » 9 n'a-t-elle pas pris une ride : la puissance économique dominante ne doit rien à personne puisqu'elle produit elle-même l'argent qu'elle doit à tout le monde ! Faisons les mécomptes : la dette de l'Union est considérable, de l'ordre de 100% du PIB, contrebalancée par des créances à hauteur de 80% du même PIB. La dette est exclusivement libellée en dollar, insensible au change, mais les créances sont pour 70% libellées en monnaie étrangère 10. En sorte, qu'une dévaluation du dollar de 35% annulerait l'endettement net des Etats-

Unis ... La planche à billets est une option : l'Empire a le choix des armes, pour le temps qu'il occupera le devant de la scène et que survivra le mythe d'un dollar as good as gold 11. On rappellera que le billet vert a chuté de 65% face à l'euro entre octobre 2000 et décembre 2004.

Au début des années 1980, le dollar est aux petits soins du G5 : on se concerte sur les oukases de James Baker, secrétaire américain, apôtre du marché qui fera voter le Trade Bill le 3 août 1988, une loi protectionniste ! Tantôt trop haut, ou trop bas, le billet vert bat le pavé. Un krach plus tard (1987), le Japon est sonné : toutes ces manigances l'ont mené à la crise ; la déflation saisit l'Archipel en 1995, sans remède miracle, hors le pis-aller de la baisse des taux. Les monétaristes prescrivent une forte ordonnance, dite helicopter drop - parachutage de billets par hélicoptère : en somme, la planche à billets, comme autant de galions dans la chaleur sévillane. L'inflation contre la déflation. Interrogé en novembre 2002, Benjamin Bernanke, frais émoulu au conseil des gouverneurs de la Fed, qu'il dirigera en 2006, déclara : « Nous avons une technologie appelée planche à billets (...) Des injections de monnaie suffisante renverseront toujours la déflation (...) Il n'y a aucune limite significative à ce que nous pourrions injecter dans le système si cela se révélait nécessaire » 12. Milton Friedman jubilait, qui n'avait pas dit autre chose ; il avait dit mieux : « Dans mon esprit, la politique monétaire devrait être mise en œuvre par des bureaucrates anonymes, sans pouvoir, remplaçables par des ordinateurs » 8. Brrr ...

Tout ce qu'un homme peut faire, il finit par le faire. C'est sa nature profonde. Rogner la monnaie quand le métal manque, émettre des billets gagés sur des compagnies du Mississippi, imprimer des assignats comme avances sur la vente de biens nationaux, ajouter quelques zéros sur sa planche électronique, d'un simple clic ... autant de Rubicon qui ne pouvaient qu'être franchis. Alan Greenspan, qui présida la Fed de 1987 à 2006, tripla la masse monétaire quand le PIB ne croissait que du sixième : ainsi, l'homme clé de la planète financière, ardent avocat de l'or dans sa jeunesse, émit-il 6250 dollars par nouvelle once d'or 4 ! Bernanke, son successeur, a dit qu'il ne se priverait pas de « tourner la manivelle ». Gageons que l'occasion surviendra ...

Depuis la fin de Bretton Woods et les accords de la Jamaïque, l'or, qui avait assuré la stabilité monétaire au XIXème siècle, n'est plus le juge de paix : quand on n'a plus d'or, on a encore du papier. Quand la monnaie vaudra moins que le papier qui sert à l'imprimer, alors on n'aura plus rien. Et il nous reviendra que Christophe Colomb, qui fit la gloire des Grands d'Espagne, croisa souvent au large de Kingston. Face à cette Jamaïque où l'on démonétisa l'or en 1976. Comme un pied de nez à l'Histoire.

(1) <http://www.unesco.org/culture/legalprotection/water/images/infkitf.pdf>

En 1985, un chasseur de trésor américain a découvert une cargaison d'une valeur estimée à 400 millions de dollars dans l'épave d'un galion espagnol de 1622, au large de Florida Keys.

(2) Pierre Vilar - (1974) - « Or et Monnaie dans l'Histoire »

Soit respectivement, 40% et 20% de la production mondiale. (1495-1544) : production mondiale d'or 330 tonnes dont 60 débarquées à Séville, 475 tonnes d'argent dont 265 arrivées à Séville. (1550-1600) : production mondiale d'or 380 tonnes, 95 débarquées à Séville, 17890 tonnes d'argent, 7125 débarquées à Séville.

(3) Savedra Faiardo - (XVIIème siècle) - « L'Idée d'un Prince Chrétien »

(4) William Bonner - (2004) - « L'inéluctable Faillite de l'Economie Américaine »

(5) L'Allemagne entre 1919 et 1933 - La constitution fut votée dans la ville de Weimar

(6) <http://www.nithart.com/inflalle.htm>

(7) Jean Bodin (1529-1596) - « La Réponse aux Paradoxes de Malestroit »

(8) Le Monde, le 08/11/1988 - « Entretien avec Milton Friedman. Le déficit est ... »

(9) Louis XI (1461-1483) désignait ainsi ses finances, comparées à un coffre magique dont devait surgir l'argent nécessaire à son gouvernement

(10) Le Monde Dossiers et Documents, Février 2007 - « L'Odyssée du Dollar Faible »

(11) Richard Nixon, 15/08/1971, annonçant l'inconvertibilité du dollar en or (fin de Bretton Woods)

(12) <http://www.federalreserve.gov/boardDocs/speeches/2002/20021121/default.htm>

(source : <http://www.marc-aragon.net/article-6161031.html>)

Sur l'inflation

L'inflation est la variation du prix d'un panier de biens.

On la calcule en faisant la somme pondérée de chacun des biens.

Il faut se reporter sur l'équation d'Irving Fisher :

$M \cdot v = P \cdot T$ où M est la masse monétaire (somme de monnaie contenue dans une économie), v est sa vitesse de circulation, P est l'indice des prix et T, le nombre de transactions.

Une augmentation de P est appelée inflation, de même qu'une diminution, une déflation.

Pour que P augmente, il faut que soit M ou v augmentent soit que T diminue.

Dans les faits, une augmentation de la masse monétaire produit de l'inflation. En effet, si on injecte 10% de monnaie de plus dans une économie (création monétaire), les prix augmenteront de 10%. Une création monétaire provient de phénomènes divers comme l'octroi de crédit par les banques commerciales, le fonctionnement de la planche à billet, etc. C'est un aspect important qui fait le fondement de l'indépendance des banques centrales. En effet, les gouvernements étaient tentés de faire fonctionner la planche à billet pour payer les investissements publics ce qui avait des répercussions très néfastes sur les prix. (L'objectif principal de la BCE est justement la lutte contre l'inflation ou du moins sa maîtrise).

Le nombre de transactions T, s'il diminue, provoque une augmentation de P. En effet, si une somme d'argent reste dans le porte-monnaie, elle n'a pas d'effets sur l'économie et sa rareté provoque une augmentation des prix. A l'inverse, la vitesse de circulation rend le circuit économique plus liquide et donc provoque une augmentation des prix. C'est ce qui s'est passé avec l'implantation de guichets automatiques dans les banques.

L'inflation produit des effets néfastes dans l'économie. Une augmentation des prix provoque une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie (on ne parle pas du pouvoir d'achat des ménages pour l'instant). Un billet de 10€ permettra d'acheter moins. Cela provoque aussi des effets d'étiquettes (les catalogues doivent se mettre à jour plus souvent).

Au delà de l'aspect monétaire, l'inflation est aussi provoquée par une défaillance des marchés. Le principe d'un marché est de permettre, en information pure et parfaite d'effectuer des transactions à un prix d'équilibre (profit tendant vers 0 pour les vendeurs) qui contente vendeurs et acheteurs.

Dans la réalité, les comportements humains provoquent des biais à plusieurs niveaux. Le plus important étant la rupture de la fiabilité de l'information. L'objectif de l'acheteur est d'obtenir son bien le moins cher possible et pour le vendeur, de le vendre le plus cher possible. Les acheteurs n'ont pas trop de possibilités pour tirer les prix vers le bas surtout quand il s'agit de biens inférieurs (première nécessité). Du côté des vendeurs, il est possible de se concerter pour proposer un prix plus élevé qu'il n'est en réalité (entente illicite) ou qu'un vendeur fusionne avec tous les autres et propose le prix qu'il veut (monopole) afin de dégager un bon bénéfice.

Il est alors créé des autorités de régulation qui observent les marchés pour parer à ces éventualités.

Les monopoles peuvent être de plusieurs types. Il y a les monopoles d'Etat et les monopoles de fait. Dans le cas du monopole d'Etat, l'Etat en question fixe le prix dans l'intérêt des consommateurs au prix de la concurrence pure et parfaite (absence de profit) alors que dans l'autre cas, l'objectif du vendeur prend le dessus à savoir la recherche du profit et cherche donc à dégager une rente au détriment des acheteurs.

On peut maintenant dégager certains axes pour lutter contre l'inflation.

D'un point de vue monétaire, il faut réduire la masse de monnaie ou on réduit le nombre de transactions. Cela n'est pas réaliste dans le sens où la masse monétaire a des effets sur d'autres sphères de l'économie. Il faut alors la maintenir pour contenir l'inflation. (Objectif de la Banque Centrale Européenne)

Il reste un axe crédible, c'est la libéralisation des marchés.

Ce terme fait peur car il est associé à tort à la recherche de profit. C'est exactement l'inverse qui doit se produire. En effet, les vendeurs poursuivent un objectif de maximisation des profits et donc opèrent des biais sur le marché. Pour remédier à cela il faut accentuer le contrôle de l'Etat sur le fonctionnement des marchés pour prévenir les collusions et les ententes.

Il faut noter que les entreprises nationales (marchés sous monopole public) ne poursuivent pas la recherche du profit et donc n'ont pas tendance à créer de biais. Il est nécessaire alors de les conserver dans les domaines stratégiques.

(source : j'ai oublié de la noter.)